DIALOGUE GLOBAL

6.4

4 numéros par an, en 17 langues

Sociologie, politique et pouvoir

Anthony Giddens

Marasme économique en Grèce

Vassilis Fouskas, Maria Markantonatou, John Milios, Spyros Sakellaropoulos, Stratos Georgoulas

Avorter en Amérique latine

Julia McReynolds-Pérez, Susana Lerner, Lucía Melgar, Agnès Guillaume, Erika Busse

Sciences sociales du monde arabe

Mohammed Bamyeh, Seteney Shami, Idriss Jebari

Rubriques spéciales

> George Ritzer sur la McDonaldisation et la prosommation
> Plus de 40 ans de liens avec l'ISA
> La seconde équipe de *Dialogue Global* au Japon

MAGAZINE

Association Internationale de Sociologie

DG VOLUME 6 / NUMÉRO 4 / DÉCEMBRE 2016
www.isa-sociology.org/global-dialogue/

> Éditorial

Regards vers le passé, regards vers l'avenir

Avec ce numéro, nous continuons de porter notre regard à la fois vers le passé et vers l'avenir, en interrogeant les six années d'existence de *Dialogue Global*, et notamment le basculement qui s'est produit depuis l'effervescence de mouvements sociaux comme celui des *Indignados*, *Occupy* ou les printemps arabes jusqu'aux mouvements de droite qui ont porté au pouvoir des régimes autoritaires en Égypte, en Turquie, en Pologne, en Hongrie, aux Philippines, en Argentine et au Brésil. Sans doute cette tendance mondiale peut-elle en partie s'expliquer par les turbulences d'un capitalisme international qui foule aux pieds les États-nations en sapant l'autonomie des gouvernements et en discréditant la vie politique institutionnelle et le jeu politique électoral, ouvrant par là la voie aux populismes de droite comme de gauche – quoique de plus en plus de droite.

Il paraît donc approprié d'ouvrir ce numéro par un entretien avec Anthony Giddens, théoricien et commentateur de ce qu'il a qualifié de « force dévastatrice de la globalisation ». Dans son rôle de membre de la Chambre des lords, il continue de défendre les causes qui le préoccupaient comme sociologue – concernant par exemple le changement climatique ou les répercussions de l'ère numérique.

Le sort de Syriza pourrait bien illustrer l'envers de la mondialisation : le mouvement qui a failli entraîner la ruine de l'Union européenne (UE), a fini, à la faveur d'un renversement des rapports de force, par entraîner celle de la Grèce. Cinq articles exposent les conséquences désastreuses des politiques d'austérité imposées à la Grèce par l'UE, à l'origine d'une pauvreté inédite dans le pays en même temps que d'un enrichissement inédit des classes supérieures.

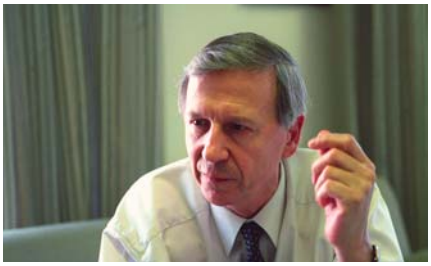
En Amérique latine, en réaction contre plus d'une décennie de social-démocratie (celle dite de la « vague rose »), un pays après l'autre est en train de basculer à droite. Trois articles attestent de ce changement de cap tel qu'il se manifeste autour de la question de l'avortement. De nouvelles formes de mobilisation – notamment pour défendre l'usage de médicaments courants pour éviter ou interrompre les grossesses – sont à l'origine d'affrontements avec les autorités en Argentine, au Mexique et au Pérou.

Les trois articles suivants traitent du devenir des sciences sociales arabes. Le débat a été ouvert par Mohammed Bamyeh, auteur du premier rapport sur l'état de la discipline dans le monde arabe, dont il livre un résumé dans un premier article. Dans l'article suivant, Seteney Shami insiste sur la nécessité de changer les infrastructures des sciences sociales. Enfin, Idriss Jebari, en soulevant des questions importantes sur les implications des printemps arabes et celles de leur dénouement, évoque la possibilité qu'ils puissent continuer à insuffler de la vitalité et de nouvelles orientations aux sciences sociales.

Ce numéro s'achève avec l'extrait d'une interview du célèbre sociologue George Ritzer par Labinot Kunushevci, jeune sociologue prometteur originaire du Kosovo, ainsi qu'avec un aperçu des congrès passés de l'ISA depuis 1974, à partir des souvenirs personnels d'Edward Tiryakian. Les dernières pages sont consacrées à l'équipe japonaise de *Dialogue Global* à laquelle participent de nombreux étudiants sous la direction de Satomi Yamamoto. Par ailleurs, je suis heureux d'annoncer que notre publication est désormais disponible dans une dix-septième langue, le bengali, grâce au travail enthousiaste d'une équipe basée à Dhaka au Bangladesh, sous la houlette de Habibul Khondker.

> *Dialogue Global* est disponible en 17 langues sur le site web de l'ISA

> Les propositions d'articles sont à adresser à burawoy@berkeley.edu



Anthony Giddens, *éminent théoricien et sociologue britannique qui siège désormais à la Chambre des lords, évoque les difficultés d'être un sociologue en politique.*

Marasme économique en Grèce. *Cinq articles exposent les répercussions des négociations menées au plus haut niveau pour maintenir la Grèce dans l'UE.*

Avorter en Amérique latine. *Trois articles illustrent les luttes pour le droit à l'avortement en Argentine, au Mexique et au Pérou.*

DG

Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE.**

> Comité de rédaction

Directeur de la publication : Michael Burawoy.

Rédactrice en chef adjointe : Gay Seidman.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttil, August Bagà.

Rédacteurs-consultants :
Margaret Abraham, Markus Schulz, Sari Hanafi, Vineeta Sinha, Benjamín Tejerina, Rosemary Barbaret, Izabela Barlinska, Dilek Cindoğlu, Filomin Gutierrez, John Holmwood, Guillermina Jasso, Kalpana Kannabiran, Marina Kurkchiyan, Simon Mapadimeng, Abdul-mumin Sa'ad, Ayse Saktanber, Celi Scalon, Sawako Shirahase, Grazyna Skapska, Evangelia Tastsoglou, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Équipes régionales

Monde arabe :
Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Argentine :
Juan Ignacio Piovani, Pilar Pi Puig, Martín Urtasun.

Bangladesh :
Habibul Haque Khondker, Hasan Mahmud, Juwel Rana, US Rokeya Akhter, Toufica Sultana, Asif Bin Ali, Khairun Nahar, Eashrat Jahan Eyemoon.

Brésil :
Gustavo Taniguti, Andreza Galli, Ângelo Martins Júnior, Lucas Amaral, Benno Alves, Julio Davies.

Inde :
Ishwar Modi, Rashmi Jain, Jyoti Sidana, Pragya Sharma, Nidhi Bansal, Pankaj Bhatnagar.

Indonésie :
Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriyati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana.

Iran :
Reyhaneh Javadi, Abdolkarim Bastani, Niayesh Dolati, Marjan Namazi, Vahid Lenjanzade.

Japon :
Satomi Yamamoto, Yutaro Shimokawa, Shinsha Kameo, Mizuki Ichikawa, Hayato Ishihara, Hiroki Kawabata, Hiromi Murakami, Kenta Kajitani, Kento Kusudo, Hirotaka Tanaka, Chiye Yamada.

Kazakhstan :
Aigul Zabirova, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Gani Madi.

Pologne :
Jakub Barszczewski, Adrianna Drozdrowska, Krzysztof Gubański, Justyna Kościńska, Kamil Lipiński, Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska-Zając, Adam Müller, Zofia Penza, Teresa Teleżyńska, Anna Wandzel, Justyna Zielińska, Jacek Zych.

Roumanie :
Cosima Rughiniş, Corina Brăgaru, Nicoleta-Mădălina Ailincăi, Costinel Anuţa, Adriana Bondor, Alexandra Ciocănel, Tatiana Cojocari, Andrei Dobre, Iulian Gabor, Ştefania Cristina Ghiocanu, Alexandra Isbăşoiu, Rodica Liseanu, Mădălina Manea, Anca Mihai, Andreea Elena Moldoveanu, Rareş-Mihai Muşat, Oana-Elena Negrea, Mioara Paraschiv, Ion Daniel Popa, Ioana Silistraru, Eliza Soare, Adriana Sohodoleanu, Diana Tihan, Elena Tudor, Carmen Voinea, Raisa-Gabriela Zamfirescu.

Russie :
Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova, Asja Voronkova.

Taïwan :
Jing-Mao Ho.

Turquie :
Gül Çorbacıoğlu, Irmak Evren.

Consultant médias : Gustavo Taniguti.

> Dans ce numéro

Éditorial : Regards vers le passé, regards vers l'avenir **2**

Sociologie, politique et pouvoir : Entretien avec Anthony Giddens
Peter Kolarz, Royaume-Uni **4**

> MARASME ÉCONOMIQUE EN GRÈCE

Une histoire grecque : Géopolitique et banqueroutes
Vassilis K. Fouskas, Royaume-Uni **8**

Grèce : L'austérité venue d'en haut
Maria Markantonatou, Grèce **11**

Syriza, de la subversion au pragmatisme
John Milios, Grèce **14**

Les gagnants et les perdants de la crise financière grecque
Spyros Sakellaropoulos, Grèce **17**

Renflouement de la Grèce : Une entente criminelle entre État et entreprises
Stratos Georgoulas, Grèce **19**

> AVORTER EN AMÉRIQUE LATINE

Argentine : Avorter à l'ère du misoprostol
Julia McReynolds-Pérez, États-Unis **22**

Revirement sur le droit à l'avortement au Mexique
Susana Lerner, Mexique, Lucía Melgar, Mexique et Agnès Guillaume, France **25**

Violences sexistes et droit à l'avortement au Pérou
Erika Busse, Pérou **27**

> LES SCIENCES SOCIALES DANS LE MONDE ARABE

Les sciences sociales dans le monde arabe
Mohammed A. Bamyeh, États-Unis **29**

De nouvelles infrastructures pour les sciences sociales arabes
Seteney Shami, Liban **31**

Les sciences sociales arabes, avant et après le printemps arabe
Idriss Jebari, Liban **34**

> RUBRIQUES SPÉCIALES

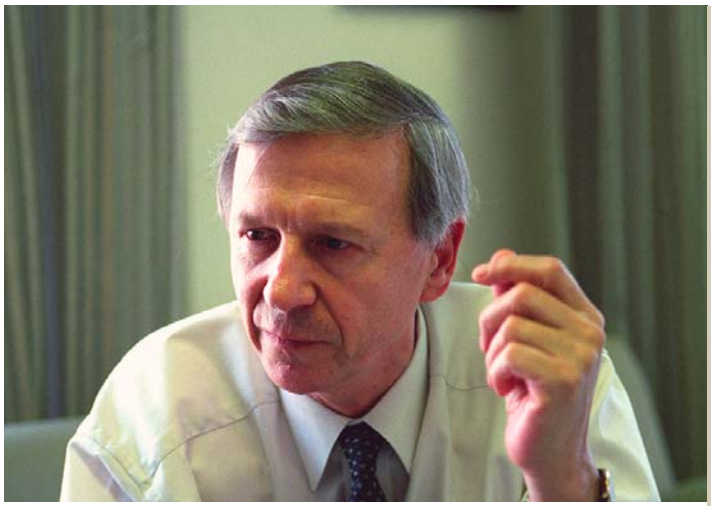
George Ritzer sur la McDonaldisation et la prosommation
Labinot Kunushevci, Kosovo **37**

Plus de 40 ans de liens avec l'ISA
Edward A. Tiryakian, États-Unis **39**

La seconde équipe de *Dialogue Global* au Japon **41**

> Sociologie, politique et pouvoir

Entretien avec Anthony Giddens



Anthony Giddens.

PK : Vous avez écrit sur de nombreux sujets, de la théorie de la structuration au matérialisme historique, en passant par la modernité tardive et la mondialisation, les transformations de la vie personnelle et de la sexualité, la troisième voie, le changement climatique ou encore l'avenir de l'Union européenne, et, plus récemment, vous avez commencé à donner des conférences sur la révolution numérique. Y a-t-il selon vous un fil conducteur qui relie tout ou partie des thématiques traitées dans vos travaux ?

AG : Je m'intéresse avant tout à la nature de la modernité – l'émergence de l'ordre industriel et la façon dont il s'est étendu dans le monde entier, marquant la période la plus révolutionnaire et porteuse de transformations jamais connue. L'histoire est à mon avis fondamentalement discontinue : il n'existe pas de modèle d'évolution historique qui fonctionne. Ce que l'on trouve dans tous les cas, ce sont des gens dans des situations particulières, qui évoluent dans des contextes environnementaux, sociaux et géographiques particuliers, ce qui conditionne ce qu'ils font mais implique aussi qu'ils réagissent à ces différentes situations et les modifient de diverses manières. Je ne partage pas l'approche durkheimienne des sciences sociales, qui nous fait apparaître comme des agents passifs et non comme les êtres doués de savoir que nous sommes. Erving Goffman – à mes yeux sans doute le plus grand de tous les sociologues – met en avant la compétence contenue dans ce que font

Anthony Giddens a présidé à la renaissance de la sociologie britannique dans les années 70, grâce à des livres sur la théorie sociale qui ont fait date en proposant une relecture des classiques à l'aune de notre ère moderne. Il a étudié dans le détail la question de l'*agency* [la capacité d'action] dans un monde structuré, le lien entre micro-processus et macro-dynamiques, et l'importance de la mondialisation dans notre vie quotidienne. Plus récemment, il s'est intéressé aux conséquences de la révolution numérique et à la menace que représentent les changements climatiques pour l'existence humaine. Auteur d'une trentaine de livres, il a également été directeur et professeur émérite de la London School of Economics et siège depuis 2004 à la Chambre des lords. Dans l'entretien qui suit, il nous livre ses réflexions sur la place de la sociologie en politique.

Peter Kolarz est titulaire d'un doctorat de sociologie de l'Université du Sussex au Royaume-Uni. Il est conseiller en recherche sur les politiques auprès du Technopolis Group et l'auteur de plusieurs études et évaluations des politiques, notamment pour le compte de ministères britanniques et de la Commission européenne. Il a également signé *Giddens and Politics Beyond the Third Way: Utopian Realism in the Late Modern Age* (2016) [Giddens et la politique au-delà de la troisième voie : Le réalisme utopique à l'ère de la modernité tardive], publié par Palgrave Macmillan. Il a mené cet entretien le 8 juin 2016 à la Chambre des lords.

les individus au quotidien, sans nécessairement savoir qu'ils le font. Mon objectif est d'essayer de relier cette approche à des processus plus macro-structurels. La tâche n'est pas aisée, mais elle me paraît essentielle sachant que la sociologie a longtemps fait apparaître les gens comme de simples jouets obéissant à des causes sociales plus générales. Mon idée était donc de mettre à nu les relations subtiles entre ces éléments. C'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai toujours été intéressé par les transformations des communications et des connections. La transformation de la vie quotidienne et de l'identité est à mon avis aussi importante que les systèmes et les problèmes à plus grande échelle que nous essayons de traiter.

PK : Alors dans l'ensemble de vos travaux, s'il y avait un élément que vous considéreriez comme le plus important pour tous ceux et celles qui œuvrent pour le changement social et politique, quel serait-il ?

AG : Ce serait le critère dont nous parlons : l'immense subtilité de l'interaction entre la façon dont les gens mènent leur vie et sont en même temps les créatures de structures plus vastes dont ils font partie. Cela vaut autant en politique que dans d'autres domaines. Les actions politiques bien intentionnées ne sont jamais suffisantes et peuvent souvent rebondir vers autre chose.

PK : Dans mon livre publié en 2016* Giddens and Politics Beyond the Third Way*, j'attire l'attention sur la notion de réalisme utopique que vous avez développée. S'agit-il d'une notion à laquelle vous adhérez toujours ?

AG : Le réalisme utopique est une notion que j'utilise toujours. Le grand défi consiste à relier l'idéalisme utopique à la realpolitik – deux positions a priori antagoniques. Une politique dépourvue d'idéaux n'aurait pas de principe directeur. Il nous faut imaginer à tout moment des situations s'éloignant du statu quo. En même temps, les idéaux en eux-mêmes sont vides. La notion de réalisme utopique est un bon moyen de nous sensibiliser au rôle des idéaux – qui est de dépasser l'ici et le maintenant – tout en nous montrant que ces idéaux constituent une bonne approche de la réalité. C'est un moyen de sensibilisation pour réfléchir sur le politique et le monde. En démocratie, un parti qui ne se consacre qu'à gagner des élections ne remporterait aucune élection ; pas plus qu'un parti qui défend de nobles idéaux sans être en mesure de les articuler au cœur des préoccupations et aspirations de la population. Comme chacun sait, il est très difficile de résoudre la quadrature du cercle.

PK : En ce qui concerne les travaux que vous avez menés dans les années 90 sur la mondialisation et la troisième voie, quel jugement porteriez-vous sur le paysage politique et les orientations politiques d'aujourd'hui ? Y a-t-il sur ces questions quelque chose qui reste à vos yeux important et qui n'a pas été correctement traité ?

AG : C'est difficile de s'en souvenir aujourd'hui, mais à l'époque le concept de mondialisation – qui désigne l'interdépendance croissante des individus, des organismes et des États du monde entier – était une notion relativement nouvelle, en particulier en politique. Au début, il n'a pas été facile de convaincre les responsables politiques de prendre cette notion au sérieux. Ils n'avaient pas l'air de comprendre. Et puis, pratiquement du jour au lendemain, cela a changé du tout au tout : ils ne parlaient plus que de ça, mais souvent à un niveau très rudimentaire. Malheureusement, la plupart des responsables politiques, mais aussi beaucoup de spécialistes de sciences sociales, ont essentiellement, voire uniquement, employé cette notion pour faire référence à l'extension des marchés internationaux. Or, hier comme aujourd'hui (avec les extraordinaires progrès de la révolution numérique), c'était pourtant avant tout la communication, en particulier la communication électronique, qui était le principal moteur de la mondialisation.

Ce n'est pas sans une certaine réticence que j'employais alors l'expression de « troisième voie ». Je n'entendais pas par là développer une orientation politique « entre » la gauche et la droite, une sorte de solution intermédiaire. Encore moins la concevais-je comme une version du néolibéralisme, une foi dans l'infinie sagesse de marchés sans entraves. Comme je l'ai écrit en 1998 dans mon livre *La troisième voie*, « la régulation des marchés financiers constitue le défi le plus urgent pour l'économie mondiale ». J'étais alors intimement convaincu, et le reste aujourd'hui, de l'importance cruciale d'un gouvernement actif – qui ne devrait cependant pas simplement se résumer à l'État mais pourrait aussi faire intervenir toute une série d'autres organismes. J'étais alors intimement convaincu, et le reste aujourd'hui, qu'il faut développer des mécanismes de gouvernance mondiale, aussi difficile cela soit-il.

La question des inégalités est à mon avis absolument cruciale – comme peut aisément le constater quiconque prend la peine de lire ce que j'ai écrit. Elle l'est d'autant plus aujourd'hui en raison des inégalités extrêmes apparues au sommet de la pyramide des richesses et en raison de l'échec à augmenter la productivité, et par conséquent les salaires, de beaucoup de gens qui travaillent dans des emplois peu qualifiés. Si l'ouvrage de Thomas Piketty, *Le Capital au XXIe siècle*, a rencontré un tel succès dans le monde entier, c'est parce qu'il offre une puissante interprétation des raisons structurelles à l'origine de ces inégalités criantes, ainsi qu'un certain nombre de stratégies susceptibles de les réduire.

Mais bien entendu les politiques sont nationales, et le monde est global. On touche donc ici au nœud du problème : il nous reste à trouver comment réconcilier les politiques nationales avec un monde fondamentalement global. Les populismes trouvent pour une bonne part leur origine dans cette difficulté, et dans le fait que chacun sait que les responsables politiques nationaux n'ont pas le pouvoir qu'ils doivent prétendre avoir.

PK : Identifiez-vous un quelconque moyen de remédier à ce manque d'articulation entre les politiques

>>

nationales et les transformations et les inégalités qui sont à l'œuvre à l'échelle mondiale ?

AG : Il doit y en avoir un, et dans mon livre sur l'Europe[1] j'ai évoqué la nécessité de s'attaquer de façon coordonnée au problème des paradis fiscaux, et celle de chercher à inverser la tendance à la désindustrialisation des économies occidentales, qui pourrait conduire à un rebond de la production, quoique sous des formes très différentes de celles du passé. Ceci recoupe le thème de la révolution numérique, car à partir du moment où l'argent devient électronique, il peut être viré dans le monde entier de manière instantanée – c'est l'un des facteurs qui ont contribué à généraliser les paradis fiscaux. Pourtant, du même coup, il devient également plus difficile que cela ne l'était auparavant de dissimuler le gigantesque tourbillon de fonds d'origine frauduleuse qui circulent dans le monde. Et puis je crois que l'opinion publique mondiale est désormais révoltée à l'idée que l'on puisse tout simplement occulter des sommes colossales d'argent à l'échelle mondiale et penser que personne ne s'en préoccupera.

Si une véritable gouvernance mondiale (et a fortiori démocratique) reste à ce jour une chimère, on trouve cependant toute une série d'organismes, de groupes de nations et d'organisations internationales qui s'efforcent de travailler ensemble pour s'attaquer à ces problèmes d'envergure mondiale. Il sera intéressant de voir ce qui se passe à la suite des accords sur le climat conclus à Paris : vont-ils s'avérer n'être que des promesses vides ? Ou non ? Si nous l'ignorons à ce stade, il n'en reste pas moins que ces derniers accords se distinguent très nettement de tous les autres accords signés dans le passé. On peut d'ailleurs constater qu'ils affaiblissent d'ores et déjà la place qu'occupe le secteur des combustibles fossiles, dont les actions ont perdu de la valeur. Il existe pour le moins la possibilité qu'une révolution véritablement globale des énergies *low-carbon* [à faibles émissions de carbone] se produise, la question fondamentale portant sur la rapidité ou la lenteur de ce changement. Marx avait écrit que « tout ce qui est solide se dissout dans l'air » : on peut se demander si nous n'allons pas assister à une variante de ce principe – cela reste à voir. La nouvelle vague de mondialisation – portée par le rythme, l'ampleur et la vitesse fulgurante avec lesquels la révolution numérique est en train de progresser – joue ici un rôle majeur.

PK : Vous touchez là à l'une de vos thématiques récurrentes, celle de la mondialisation en tant que contraction du temps et de l'espace, entraînée par les technologies de l'information et de la communication – et les risques et les opportunités qui vont avec. À votre avis, est-il possible d'orienter ces évolutions, ou, pour reprendre l'une de vos formules, de « surmonter la force dévastatrice de la globalisation » d'une façon raisonnablement constructive ? Ou ne nous reste-t-il plus qu'à aller dans le sens du courant et voir ce qu'il advient ?

AG : L'impact d'Internet en fait un phénomène extraordinaire. Il s'agit d'un phénomène véritablement global, qui dépasse tout ce qu'on aurait pu imaginer. Il permet de relier l'intimité des personnes à travers le monde. Internet ne représente pourtant qu'un élément parmi d'autres de la révolution numérique à proprement parler, les autres étant les superordinateurs et la robotique. J'en suis arrivé à considérer les superordinateurs comme le principal lien qui relie les gens entre eux. Le smartphone qui vous accompagne partout est plus puissant qu'un superordinateur d'il y a quelques dizaines d'années. Or ce gigantesque potentiel algorithmique est accessible à l'utilisateur lambda comme il l'est aux organismes, aux entreprises et aux États. Pratiquement tous les aspects de la société mondiale sont concernés et s'en trouvent transformés. Nous sommes en présence d'un monde où pratiquement tout est visible par tous, sachant que les smartphones sont désormais diffusés jusque dans les communautés les plus pauvres du monde. Beaucoup des migrants qui fuient l'oppression pour chercher refuge à l'étranger utilisent le smartphone et le GPS pour suivre leur trajet choisi. Telle est la migration au XXIe siècle – tout comme l'organisation État islamique, qui associe des niveaux de violence dignes du Moyen-Âge à une maîtrise parfaite des technologies numériques, figure le terrorisme du XXIe siècle.

Beaucoup de gens perçoivent la révolution numérique comme responsable d'un monde plus fragmenté, or la plupart des innovations réalisées l'ont été à l'initiative des États, souvent à des fins quasi militaires. Internet apparaît comme éphémère, pourtant il a une existence physique, sous la forme de câbles enfouis sous les océans et de satellites dans le ciel – toutes choses dont les États et le pouvoir étatique sont au bout du compte les garants. Et donc je pense, à la différence d'autres observateurs, que la résurgence de la géopolitique n'est pas si surprenante que cela. Les grandes multinationales et l'omniprésence de la publicité constituent également des facteurs déterminants. Nous avons là un nouvel environnement, et beaucoup des changements qui nous concernent le plus ne résultent pas d'un processus politique mais plutôt du pouvoir – qu'il s'agisse de celui des États ou des multinationales. Personne n'a voté en faveur d'un monde où la pornographie serait disponible en accès non seulement libre mais aussi gratuit – ce qui peut être anodin, ou ne pas l'être. Tout cela est si récent que nous l'ignorons.

PK : Parlons désormais de la politique actuelle. À votre avis, assiste-t-on actuellement à un débat constructif sur l'avenir de la gauche ?

AG : Il nous faut essayer de former une nouvelle version du centre-gauche qui parte, sur le plan sociologique, des changements qui sont à l'œuvre dans la société mondiale et dans la vie quotidienne que j'évoquais précédemment. Le débat sur la troisième voie est né d'une analyse des principaux changements qui à l'époque ont transformé nos vies, et nous devons nous livrer à un exercice semblable aujourd'hui. Il nous faut observer les changements qui bouleversent le monde, établir ce qu'on peut en tirer poli-

>>

tiquement, étudier comment ils peuvent s'intégrer dans le cadre des politiques nationales et transnationales. Ce qui s'est passé au sein du Parti travailliste avec l'arrivée de Jeremy Corbyn est à mon avis un phénomène hybride – une nouvelle génération de l'ère numérique, plus jeune et directement engagée, mais avec des idées qui proviennent en partie du passé.

Ceux qui, comme nous, sont à gauche, doivent se tourner vers l'avenir. La période des débats autour de la dite « troisième voie » est aujourd'hui largement dépassée, et il est urgent de trouver de nouvelles idées. Par ailleurs, je ne suis pas d'accord avec l'idée selon laquelle nous vivons en quelque sorte dans un monde de plus en plus fragmenté, je ne pense vraiment pas que ce soit le cas. On continue à traiter des politiques de pouvoir, des grandes questions de société, comme celle de savoir comment rendre nos sociétés plus égalitaires dans une économie dominée par les multinationales ou comment récupérer les gains mal acquis qui sont accumulés dans les paradis fiscaux. Donc la question du pouvoir reste importante, tout comme la collaboration entre les pays, et par là même le jeu démocratique au sein des différents pays et au sein de l'Union européenne.

PK : Cela m'amène à ma dernière question. Avec plus de succès que beaucoup d'autres avant vous, vous êtes passé du milieu universitaire à la politique. J'aimerais connaître votre opinion sur ce que c'est que d'être un sociologue en politique, et à partir de là vous demander si vous avez des conseils particuliers à donner aux spécialistes de sciences sociales qui veulent s'assurer que leur travail trouve un écho en politique, et qui pourraient être intéressés à influer sur ce qui se passe dans un lieu comme la Chambre des lords.

AG : De fait, je suis dans la politique mais je ne suis pas un politique. J'étais un universitaire et reste un universitaire. Le milieu universitaire est celui où je me sens le plus à l'aise, et comme je l'ai déjà souligné, les idées et la recherche ancrée sur la réalité revêtent dans la sphère politique une importance capitale. L'un des principaux écueils pour tout universitaire qui fait de la politique, c'est que vous risquez de perdre le soutien des uns et des autres. Vos homologues universitaires considèrent que vous avez trahi votre objectivité de chercheur, tandis que les membres de la classe politique vous voient comme quelqu'un qui ne comprend pas les exigences de la vie politique au quotidien. On peut facilement se sentir tiraillé entre ces deux mondes.

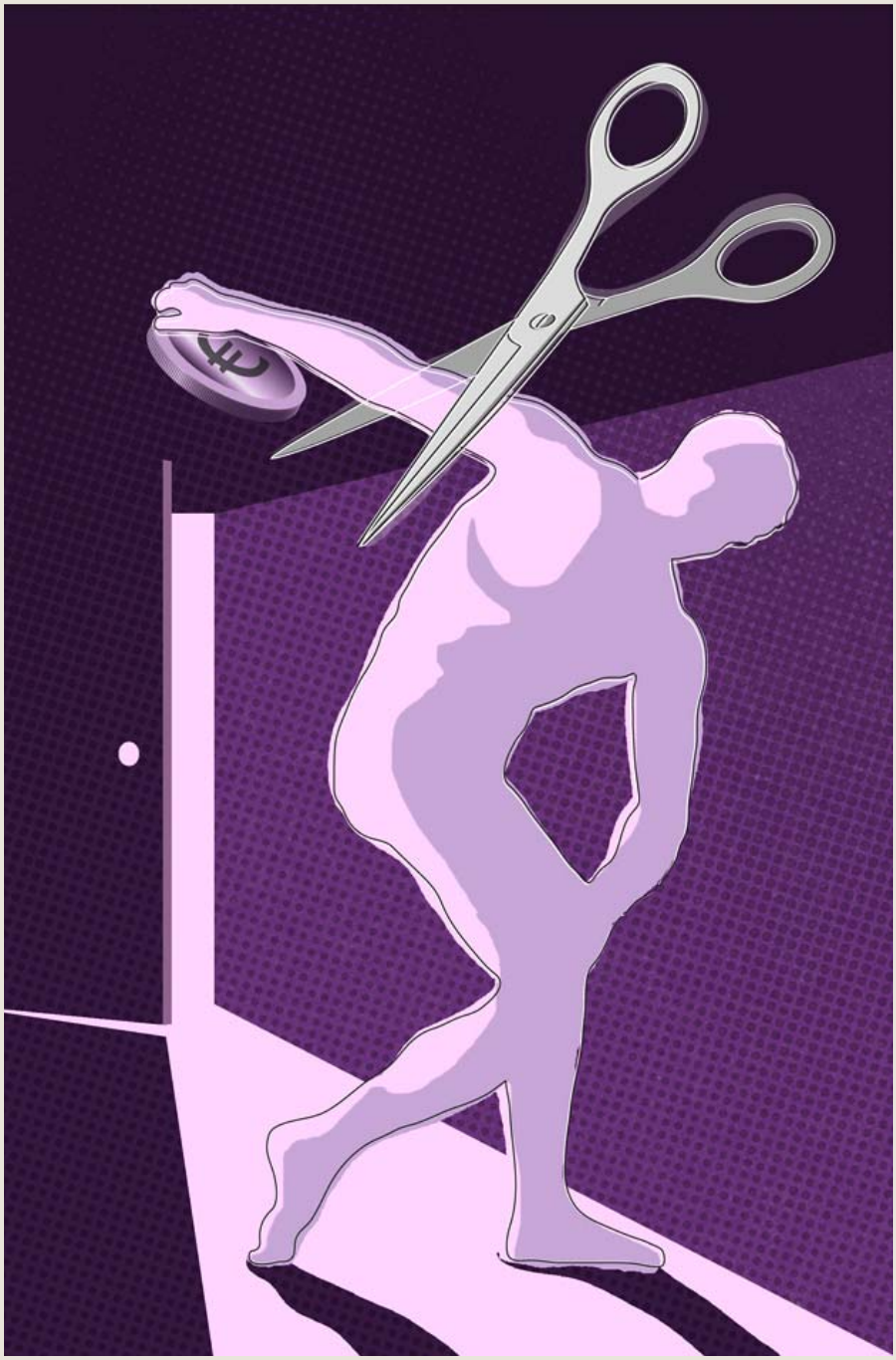
Le monde universitaire et le monde de la politique sont deux univers très différents, et il y a peu de gens qui cherchent à établir un lien direct entre les deux. Les think tanks jouent ici un rôle important de médiation. S'ils s'appuient essentiellement sur les travaux de recherche menés dans les universités, leur rôle consiste ensuite à traduire ces recherches en propositions de politiques concrètes. Ils sont mieux introduits que les universitaires dans le milieu des médias. Certaines de ces grandes organisations sont souvent en contact direct avec le gouvernement du moment, ou avec un éventail plus large d'acteurs politiques. Je ne veux pas dire par là que ce soit la seule voie possible, mais dans mon cas lorsque j'ai décidé au milieu des années 90 de m'investir davantage en politique, je suis entré en relation avec l'Institute for Public Policy Research (IPPR), pour lequel un ou deux universitaires que je connaissais travaillaient déjà. À partir de là, j'ai pu développer un réseau plus étendu de contacts dans la sphère politique. L'IPPR et le réseau plus large qui l'entoure avaient des liens bien établis dans d'autres pays, y compris aux États-Unis. Je ne suis cependant jamais devenu le conseiller politique officiel de quiconque, et me considère toujours avant tout comme un universitaire. ■

Toute correspondance est à adresser à Anthony Giddens <Ax.Giddens@lse.ac.uk> et Peter Kolarz <kolarz.peter@gmail.com>

[1] Giddens, A. (2014) *Turbulent and Mighty Continent* (2e édition). Cambridge : Polity.

> Une histoire grecque : Géopolitique et banqueroutes

Vassilis K. Fouskas, Université de East London (Royaume-Uni)



La banqueroute, sport national de la Grèce depuis la création de l'État grec moderne. Illustration : Arbu.

Fondé en 1830 à la pointe sud de la péninsule des Balkans, l'État grec, qui recouvre le Péloponnèse, le sud de la Roumélie, l'île d'Eubée et l'ensemble des îles des Cyclades, est né d'un accident géopolitique plutôt que de l'expansion économique d'une bourgeoisie industrielle nationale. Loin d'illustrer un processus révolutionnaire engagé au niveau national par les détenteurs du capital industriel contre un mode de production féodal (comme ce fut le cas par exemple dans la Prusse des junkers ou dans le Piémont italien), ce nouvel État grec peu développé relevait pour les puissances impérialistes occidentales de l'époque d'une nécessité géostratégique visant à empêcher l'expansion territoriale de la Russie et de l'Égypte en Méditerranée orientale. Les facteurs géopolitiques ont été d'une importance capitale lors de la création de l'État grec – et aujourd'hui, les questions géopolitiques et géostratégiques sont d'une importance capitale pour comprendre l'origine historique de la crise de la dette grecque. Depuis la création de l'État grec moderne, l'Occident a utilisé la position géogra-

>>

phique décisive du pays, non pour le bien de la société grecque, mais pour servir ses propres intérêts.

> Un État lié aux capitaux étrangers dès le XIXe siècle

Afin de mener la guerre d'indépendance contre les Ottomans, les élites grecques ont emprunté d'importantes sommes d'argent à l'Occident. Dans les années 1820, la Grèce obtenait ainsi deux prêts, de respectivement 800.000 et deux millions de livres britanniques. En 1824-25, faute de pouvoir rembourser les prêts accordés par la France et l'Angleterre, l'appareil d'État grec naissant fait, déjà, l'expérience d'une première banqueroute. En 1832-33, un autre prêt de 60 millions (en francs-or) est contracté et intégralement utilisé pour les dépenses de la régence et l'entretien de l'armée, débouchant sur une nouvelle banqueroute grecque en 1843.

Entre 1827 et 1877-78, la Grèce est exclue des marchés financiers occidentaux. Durant ces cinquante années, et même au-delà, les gouvernements successifs ont donc recours à l'emprunt national (sans grand succès), tout en encourageant les projets d'investissement de riches Grecs « compradores » de la diaspora, dont le capital, aux côtés de celui des marchands juifs et arméniens, occupait une place importante au sein de l'Empire ottoman. Dotée d'un faible niveau d'industrialisation, et incapable de réaliser des économies d'échelle en raison de sa petite taille, la Grèce apparaît tout au long du XIXe siècle comme un pays économiquement arriéré et marginal, et politiquement très dépendant. En 1893, le pays se déclare à nouveau en faillite.

Mais malgré le mauvais état de ses finances et le faible développement de ses secteurs bancaire et industriel, la Grèce a toujours été considérée par les puissances occidentales à travers le prisme de leurs intérêts géopolitiques impérialistes. Avec le repli des empires austro-hongrois et ottoman, de nouveaux espaces s'ouvrent pour l'impérialisme russe et l'impérialisme ouest-européen, désormais dynamisé par la présence de nouveaux acteurs comme l'Allemagne et l'Italie. Les micro-États chrétiens des Balkans offrent à l'Occident de formidables opportunités pour continuer à faire la guerre par procuration contre les Turcs ottomans. À la fin de la Première Guerre mondiale, les Ottomans sont poussés hors d'Europe, et les frontières entre les Balkans/l'Europe de l'Est et le Proche/Moyen-Orient redessinées.

Grâce à la conquête de nouvelles terres et à l'intégration de nouvelles populations (qui n'étaient pas toutes grecques), la Grèce connaît sous le gouvernement du nationaliste libéral Eleftherios Venizelos, pendant les deux premières décennies du XXe siècle, une importante activité industrielle. Sous le parrainage des Britanniques, Venizelos conduit une guerre par procuration contre les forces nationalistes kémalistes en Asie mineure, dont les conséquences seront catastrophiques à la fois pour la Grèce et pour le jeune État turc. La Grèce, qui voit affluer 1,4 million de réfugiés chrétiens, réussit cependant à assurer une homogénéité ethnique pour la première fois de son histoire, tandis que la Turquie, qui a perdu ses classes les plus entreprenantes, mise largement sur un type de développement économique autoritaire imposé par l'État et ne parvient pas à réaliser une homogénéité ethnique et religieuse.

Sans une base économique solide, et avec une élite politique au pouvoir étroitement liée aux intérêts impérialistes, la Grèce ne pouvait pas mettre à profit ses avantages géostratégiques. Au lieu de constituer un atout, sa situation géographique est ainsi devenue une source permanente de problèmes. D'où un problème de balance des paiements qui, ajouté au besoin constant de recourir à des emprunts pour financer un appareil d'État clientéliste et corrompu, a produit de manière répétée un niveau de dette insoutenable.

> La crise économique de 1929 et ses conséquences

Au lendemain de la crise économique mondiale de 1929, la Grèce subit en 1932 une quatrième banqueroute. Le dictateur Ioannis Metaxas mène par la suite une politique d'industrialisation visant à diminuer les importations, qui permet d'améliorer sensiblement la balance des paiements. De plus, le flambeau de l'impérialisme ayant été transmis à la nouvelle puissance hégémonique que sont les États-Unis, la guerre froide produit des dividendes : l'importance géopolitique de la Grèce lui garantit un afflux massif de capitaux et de prêts américains tout en marginalisant les forces communistes au sein du pays pendant ce qui sera appelé « l'âge d'or du capitalisme ».

Mais, encore une fois, la Grèce reste marginalisée et fortement dépendante. Il est révélateur que dans les années 1960, lorsque le gouverneur de la Banque de Grèce, Xenophon Zolotas, s'adresse à l'ambassadeur des États-Unis à Athènes pour lui demander un prêt, ce dernier lui répond en substance que si la Grèce souhaite un prêt, alors elle devra accepter le plan de Dean Acheson pour Chypre – un plan négocié secrètement entre les puissances de l'OTAN, qui propose la partition de l'île entre la Grèce et la Turquie par dessus la tête de l'archevêque Makarios (qui était à l'époque le président élu de la République de Chypre et l'un des fondateurs du mouvement des non-alignés). La question géopolitique et le problème de la dette sont ainsi réglés par un simple jeu d'écritures. L'importance de Chypre pour l'OTAN et les pays occidentaux est telle que les États-Unis, par le biais de la CIA, seront les instigateurs de la dictature militaire en Grèce. La démocratie ne sera rétablie qu'en 1974, au moment de la partition de Chypre.

Des années 50 jusqu'au milieu des années 70, la Grèce ne parvient pas à rattraper son retard sur le noyau occidental. Pendant toute cette période,

>>

Une économie grecque en ruine.

et contrairement à la politique keynésienne de relance par la demande menée par les Occidentaux, la Grèce adopte une politique qui sera plus tard définie comme néolibérale. Son développement économique repose alors sur l'offre et sur une orientation pro-monétariste, essentiellement en raison du contexte politique de la guerre froide. Bien que la gauche communiste prosoviétique grecque ait été battue pendant la guerre civile (1944-1949), elle bénéficie encore d'un large soutien populaire, ce qui signifie que le gouvernement conservateur craint toute tentative d'ouvrir la politique à la société civile. La participation politique comme les mesures économiques axées sur la demande sont ainsi maintenues au point mort jusqu'en 1974.

Mais après 1974, les gouvernements grecs successifs, celui de droite de Constantin Karamanlis (1974-81) et ceux du socialiste Andréas Papandréou (1981-89, 1993-96), optent pour une politique économique axée sur la demande, en remplissant l'appareil d'État des membres de leur parti, en nationalisant les principales entreprises privées et en finançant l'État providence grec, en particulier dans les années 80, par des emprunts (extérieurs et intérieurs) peu scrupuleux plutôt que par l'impôt. Même après avoir intégré en 1981 la Communauté économique européenne (CEE), la Grèce va poursuivre sa politique axée sur la demande – à un moment où la plupart des pays occidentaux sont déjà en train de se rallier à la mondialisation/financiarisation néolibérale.

Maintes et maintes fois, les considérations géopolitiques occupent une place prépondérante : la Grèce est ainsi admise au sein de la CEE cinq ans avant le Portugal et l'Espagne, dans le cadre d'une stratégie visant à stabiliser le flanc sud de l'OTAN à une époque où les investissements en capital fixe des États-Unis en Grèce sont en train de se tarir. Dans les années 80, les capitaux allemands et français dominent de plus en plus l'économie grecque, et poussent le pays à adopter un programme néolibéral qui fait de la Grèce un tremplin à partir duquel diffuser des services financiers dans l'ensemble des Balkans.

> Une situation économique qui se détériore dans la zone euro

Au cours des 20 années qui ont suivi, en particulier depuis l'entrée du pays dans la zone euro en 2001, la position concurrentielle de la Grèce se détériore sensiblement. Des industries traditionnellement lucratives, comme celles du secteur textile, disparaissent. Les services bancaires et financiers dominent l'économie grecque et se sont propagés dans les Balkans et au Proche-Orient. Les biens publics sont privatisés les uns après les autres. La dépendance du pays vis-à-vis des emprunts extérieurs et intérieurs s'est accrue à un tel point que, face à l'ouverture des biens publics à l'acquisition par des capitaux étrangers et la perte de la souveraineté monétaire, on se demande si le terme de « dépendance » n'est pas trop faible pour décrire la situation économique globale du pays.

Lorsque la crise financière mondiale a gagné la zone euro, la Grèce est le pays qui a le plus souffert, car elle était et reste le maillon le plus faible de la chaîne financière néo-impérialiste d'accumulation du capital. Vingt années de financiarisation néolibérale, suivies de mesures d'austérité et plans de sauvetage drastiques, n'ont résolu aucun des problèmes économiques historiques de la Grèce : retard industriel, faiblesse des institutions, déficits massifs de ses comptes courants et ratios très élevés de la dette publique par rapport au PIB, énormes déficits budgétaires et problèmes fiscaux. Il faudrait réaliser d'importants investissements publics, et développer de nouveaux secteurs industriels et agricoles en exploitant la production de niche, comme l'énergie solaire et la croissance verte. En même temps, une politique extérieure indépendante pourrait mettre à profit la position géostratégique du pays et sa vocation pacifiste dans la région agitée des Balkans et du Proche-Orient. Si cela ne peut pas se faire à l'intérieur de la zone euro telle qu'elle est organisée actuellement, alors c'est la zone euro, et non la Grèce, qui a un problème. ■

Toute correspondance est à adresser à Vassilis Fouskas <v.fouskas@uel.ac.uk>

> Grèce : L'austérité venue d'en haut

Maria Markantonatou, Université de l'Égée (Grèce)

À Athènes, un vendeur de rue remballe ses affaires devant le rideau de fer d'un commerce du centre-ville qui ne rouvrira plus.
Photo : Petro Giannakouris/AP Photo.

Depuis sa création, la zone euro a inspiré sa politique des théories du célèbre économiste libéral Frédéric Hayek, avec notamment l'autonomie de la politique monétaire et budgétaire par rapport aux politiques nationales – et donc par rapport aux mécanismes et au pouvoir démocratiques. Ce projet s'est concrétisé avec la création d'une banque centrale soi-disant indépendante et la mise en place d'un cadre institutionnel supposant que des économies hétérogènes se plient à des règles monétaires strictes – même si, tout comme à l'époque de l'étalon-or, ces règles ne servent pas tous les pays de manière égale. La logique de marché de la zone euro est devenue plus manifeste depuis le début de la crise mondiale. Même si certaines forces politiques dans le cadre du projet d'intégration eu-

>>

ropéenne étaient au départ favorables à des systèmes de protection sociale, la gestion de la crise depuis 2010, en particulier du cas de la Grèce, marque l'échec de l'idée d'une « Europe sociale ».

Depuis 2010, un libéralisme économique implacable a été imposé à la Grèce, en commençant par son exclusion des marchés internationaux. Au cours des six dernières années, des gouvernements d'orientation politique diverse (social-démocrate, de droite, de gauche, technocratique, intérimaire, de coalition) ont imposé à la hâte des dizaines de nouvelles lois et réglementations dans le cadre de ce qu'on a appelé les « mémorandums d'entente », une série d'accords entre la Grèce et ses créanciers internationaux. Afin que la Grèce puisse avoir accès au crédit lui permettant d'assurer le paiement de ses engagements vis-à-vis de ses créanciers, des mesures d'austérité ont été imposées, en même temps qu'une législation favorable aux entreprises, des privatisations et de nouvelles réductions des avantages sociaux – lesquels avaient déjà été réduits à partir du milieu des années 90.

Depuis le premier mémorandum jusqu'à l'actuel troisième mémorandum, la discipline budgétaire est devenue la nouvelle doctrine. Les menaces, les pressions, ainsi qu'un terrorisme psychologique plus ou moins déclaré de la part de créanciers concernant les effets d'un possible « Grexit » (une sortie de la Grèce de l'Union européenne), ont été constants, malgré une forte résistance qui s'est traduite par des centaines de grèves, de manifestations et d'occupations et l'émergence de nouveaux mouvements sociaux et partis politiques opposés aux plans d'austérité.

Cette politique d'austérité a fait chuté le PIB de la Grèce de plus de 27% depuis 2010, un effondrement comparable à celui des États-Unis dans les années 30. Le niveau de vie s'est considérablement détérioré. Les salaires et les retraites ont été abaissés de 20 à 50% en même temps qu'étaient appliquées des augmentations d'impôts. Des secteurs entiers de la population ont basculé dans la pauvreté. Dans le secteur public, les dépenses ont rapidement été réduites, des milliers de personnes licenciées et les recrutements gelés. Parallèlement, des procédures accélérées ont permis au gouvernement de privatiser de nombreux biens publics. Des organismes publics – des entreprises publiques, mais aussi des écoles, des hôpitaux et même des asiles – ont été fermés ou regroupés avec peu d'égards. Les institutions restantes se sont retrouvées surchargées et donc dans l'impossibilité de faire face à l'augmentation des besoins sociaux, ce qui a entraîné une dégradation complète des services publics, en particulier dans le domaine de la santé, de l'éducation et de l'action sociale.

Avec un taux de chômage qui est passé de moins de 9% en 2006 à 27% en 2014, les classes laborieuses grecques se retrouvent sans aucune perspective d'avenir : il est clair que l'économie ne se relèvera pas de sitôt. Dans un contexte où plus de la moitié des jeunes Grecs sont sans emploi, et où la précarisation des conditions de travail s'est accrue, les nouveaux arrivants sur le marché du travail sont confrontés à de graves difficultés. En raison de la réduction des salaires et des retraites, les familles sont moins en mesure d'aider leurs enfants et parents âgés – ce qui met à l'épreuve le modèle familial grec et ce qui reste d'un système de protection sociale qui n'avait jamais atteint le niveau de développement des pays du nord de l'Europe. Bien que ce modèle familial soit parfois considéré comme le symptôme d'un capitalisme insuffisamment développé – un point de vue qu'on retrouve dans les réformes de « modernisation » contenues dans les mémorandums de l'Union européenne (UE) – rien ne permet d'indiquer aujourd'hui que la Grèce soit en train d'évoluer vers une quelconque forme de système européen de protection sociale. Au motif que le modèle familial grec et ce qu'il restait de protection sociale appelaient des réformes, les créanciers ont exigé une dérégulation et une évolution vers un modèle économique axé sur le marché – ce qui signifie qu'aujourd'hui la protection sociale ne reste accessible qu'à ceux qui ont les moyens de se la payer.

Cette dérégulation n'a donné lieu à aucun dialogue préalable entre les acteurs sociaux, ni aucun consensus social. Des décisions au niveau national et supranational ont été prises dans l'opacité par le biais de « procédures d'urgence », représentant à la fois les priorités des créanciers et des élites nationales. Ces décisions se sont conjuguées pendant la crise, brouillant la frontière entre les tâches et responsabilités qui incombent aux acteurs politiques nationaux et à leurs homologues internationaux. Les électeurs grecs ont été exclus des décisions politiques, les conférences de l'Eurogroupe et du Conseil des affaires économiques et financières s'appropriant les fonctions du Parlement hellène. L'imposition d'un « gouvernement technocratique » en 2011, avec un banquier international nommé au poste de Premier ministre, a été le point culminant de ce processus. Dans le même temps, les mécanismes démocratiques ont été rendus inopérants, avec un référendum annulé ou traité comme tel tout au long de la crise.

L'idée de Karl Polanyi que la séparation entre l'économie et la société est inhérente au libéralisme économique ne s'illustre nulle part mieux que dans la Grèce d'aujourd'hui. Cette séparation constitue une forme de libéralisation encouragée par l'intervention de l'État. Loin d'être une contradiction dans les termes, comme l'expliquait Polanyi, l'économie de marché a toujours été le résultat d'une intervention délibérée de l'État. On retrouve également ce modèle dans les accords prévus dans les mémorandums, qui constituent peut-être les interventions politiques les plus importantes et les plus détaillées de l'histoire de l'Union européenne.

>>

D'après l'interprétation que donne Polanyi du capitalisme au XIXe siècle, les libéraux de l'époque ont imputé à des groupes sociaux spécifiques la crise ou le dysfonctionnement de l'autorégulation du marché. De même, dans la Grèce d'aujourd'hui, le récit dominant a consisté à imputer à la société la situation du pays : les travailleurs bénéficiaient de salaires excessivement élevés, les fonctionnaires étaient trop nombreux, les avantages sociaux étaient délivrés trop généreusement, les biens publics étaient trop importants. Ainsi, une austérité sous contrôle a été présentée comme une punition légitime destinée à en finir avec le gaspillage généralisé et contribuer ainsi au rétablissement du marché.

La gestion de la crise grecque s'inscrit dans une stratégie qui vise à institutionnaliser l'austérité dans l'ensemble de la zone euro. L'un des instruments utilisés à cette fin a été le pacte budgétaire, qui donne à des autorités européennes soi-disant non politiques un pouvoir de surveillance renforcé sur les budgets nationaux. Mais la crise a également contribué à mettre en lumière les déficiences structurelles et la fragilité de l'union monétaire européenne. Alors que les économies de la zone euro ont été réorientées vers un néo-mercantilisme concurrentiel, l'extrême droite et des forces néo-fascistes progressent auprès des électeurs. L'optimisme qu'a pu par le passé susciter l'intégration européenne s'est progressivement effacé devant les revendications politiques en faveur d'une plus grande souveraineté des États-nations – une notion qu'on considérait comme dépassée il y a à peine quelques années. Les propositions en provenance du camp de ceux qui veulent « plus d'Europe » et « plus d'intégration politique » paraissent aujourd'hui rhétoriques. En s'opposant à toute tentative d'alléger les mesures d'austérité ou de discipline budgétaire dans les pays soumis à des programmes d'ajustement ou d'augmenter les fonds destinés à l'investissement public et à l'emploi, les élites de la zone euro semblent surtout se préoccuper de renforcer le libéralisme économique, et nettement moins d'alléger la dette des pays concernés.

Les politiques d'austérité punitives, l'institutionnalisation d'une discipline budgétaire et le développement d'un colonialisme néolibéral intra-européen ont détérioré la situation des travailleurs et créé une précarisation accrue, en intensifiant la dérégulation sociale et l'instabilité politique en Grèce et ailleurs. Tant qu'il n'y aura pas de plan convaincant permettant de sortir de l'austérité, les asymétries entre les économies nationales augmenteront, tout comme les inégalités sociales, renforçant le sentiment parmi les citoyens que les décisions importantes sont prises ailleurs, par des élites internationales indifférentes à leur sort. Dans ce climat, l'euroscepticisme ainsi que les revendications et arguments anti-mondialisation appelant de leurs vœux la fin de la zone euro vont attirer un public toujours plus nombreux. La question est de savoir quelle forme politique vont prendre ces revendications et ces arguments, et quelles forces sociales vont s'imposer. Ceux qui luttent pour la démocratisation et une rupture avec le néolibéralisme vont-ils l'emporter ? Ou l'extrême droite européenne saura-t-elle promouvoir un virage nationaliste plus poussé ? À ce jour, le pendule de Polanyi sur le « double mouvement » semble indiquer que les forces du marché et leurs représentants politiques sont sortis victorieux, laissant une démocratie mise à mal et de bien sombres perspectives pour l'avenir. ■

Toute correspondance est à adresser à Maria Markantonatou
<mmarkant@soc.aegean.gr>

> Syriza, de la subversion au pragmatisme

John Milios, Université technique nationale d'Athènes (Grèce)

Rassemblement de Syriza à Athènes.

À sa création en 2004, Syriza était une coalition assez informelle comprenant plus de dix courants et groupes politiques de gauche différents. Sa formation est le résultat d'un processus qui a débuté en 2000, lorsque la plupart des groupes politiques qui plus tard composeront Syriza coexistaient au sein du mouvement altermondialiste grec et européen. En 2001, plusieurs milliers de gauchistes grecs ont participé à la manifestation contre le sommet du G8 à Gênes, sans doute la plus grande manifestation européenne antimondialisation jamais vue. Parmi les manifestants, beaucoup appartenaient à des organisations

>>

politiques qui plus tard formeront Syriza, une coalition qui a émergé et s'est affirmée sur la scène politique et au parlement grec comme pôle de gauche.

Sur le plan historique, Syriza est issu de quatre grandes traditions : une tradition communiste (marquée par les tensions entre les anciens groupes prosoviétiques et eurocommunistes), une tradition de gauche extra-parlementaire (marquée par ses propres tensions, principalement entre ses branches trotskistes, maoïstes et eurocommunistes), le « mouvement altermondialiste » du début des années 2000, et enfin la tradition réformiste social-démocrate, en particulier après les élections cruciales de 2012 qui ont marqué la désintégration du parti social-démocrate grec (le Pasok, mouvement socialiste panhéllenique). Syriza est passé de 4,6% des voix aux élections nationales de 2009 à presque 27% en 2012. Entretemps, le Pasok dégringolait, passant de près de 44% en 2009 à 13,8% en 2012. Depuis la fin de la dictature militaire en 1974, la Grèce avait été gouvernée tantôt par le Pasok tantôt par les conservateurs de Nea Demokratia (Nouvelle Démocratie), mais en janvier 2015 le Pasok s'est effondré, ne récoltant que 4,6% des suffrages tandis que Syriza, avec plus de 36% des voix, devenait le parti au pouvoir.

Pendant cette période, Syriza a continué à évoluer. Devenu à partir de 2012 le principal parti d'opposition, Syriza a progressivement adopté une position réformiste, en évoluant vers le « pragmatisme » et en faisant la distinction entre « l'ancien Syriza des 4% » et le « nouveau Syriza des 27% ». Pendant cette période également, beaucoup d'anciens membres du Pasok ont rejoint Syriza. Aux élections européennes de 2014, Syriza est arrivé en tête avec 26,5% des voix, se situant en bonne position pour former un gouvernement aux prochaines élections nationales. Exhortant les membres du parti à songer à « l'efficacité » et à « sauvegarder la victoire électorale », beaucoup de leaders de Syriza ont alors commencé à se rapprocher de dirigeants et de petites formations politiques de centre gauche.

Le discours officiel du parti dans les médias, ses slogans et ses anciens objectifs commencèrent à changer. Au slogan « Pour un gouvernement de gauche » est venu progressivement se substituer un autre slogan en guise d'auto-description, « Gouvernement de salut national », tandis que l'objectif de « redistribution du pouvoir, de la richesse et des revenus au bénéfice des travailleurs » était remplacé par celui de « reconstruction productive du pays ». Les positions programmatiques – dont le contrôle démocratique de la société et de l'économie par le peuple, et le développement de systèmes autogérés et coopératifs de production et d'une économie sociale non marchande – ont été mises de côté.

Dans son programme pré-électoral, Syriza promettait la fin des politiques d'austérité et un accord avec les créanciers pour financer le secteur public grec. Quelques semaines après son arrivée au pouvoir, ces promesses ont cédé la place à des négociations pour un assouplissement du mémorandum ainsi qu'à un accord préliminaire signé en février 2015 par le ministre des finances Yanis Varoufakis. Varoufakis n'avait jamais été un membre de Syriza ni un sympathisant d'aucune formation de gauche. Peu après sa nomination comme ministre, il a publiquement pris ses distances avec les positions programmatiques de Syriza. Il a déclaré que toutes les classes sociales étaient victimes de la crise de manière égale, a préconisé un modèle tourné vers l'exportation et rejeté les augmentations de salaires au motif qu'elles nuisent à la compétitivité. Ce n'est donc pas un hasard s'il a souvent affirmé que 70% des mesures contenues dans les mémorandums seraient bénéfiques à la Grèce.

Ce n'est pourtant pas en promettant de soutenir 70% des mesures contenues dans les mémorandums que Syriza est arrivé au pouvoir. S'il l'avait fait, le parti n'aurait vraisemblablement pas aujourd'hui de place au sein du parlement grec, et encore moins y jouerait-il un rôle de premier plan. Le point de vue exprimé par Varoufakis dans ses déclarations revenait à requalifier le mandat de Syriza, dans une tentative pour redéfinir l'alliance sociale qui avait jusqu'alors servie de base à l'expérience historique d'un gouvernement de gauche en Grèce.

Avec l'accord de février 2015, il devenait clair que le gouvernement grec était en train de négocier dans le cadre de la politique européenne néolibérale d'austérité, en cherchant simplement à masquer ses compromis sous une feuille de vigne. La feuille de vigne impliquait, d'une part, un programme modéré pour « mettre fin à la crise humanitaire » (en fournissant des subventions à l'énergie, des bons alimentaires pour les très pauvres, *etc.*) et d'autre part, un rejet de la réduction directe des salaires et des retraites, tout en maintenant les directives préexistantes concernant les licenciements massifs et une TVA réduite pour certains biens de consommation courants. Renonçant à son programme pré-électoral, le gouvernement a cherché à la place à obtenir un accord susceptible de maintenir en l'état le système institutionnel et économique néolibéral de la Grèce, espérant ainsi éviter des mesures supplémentaires d'austérité qui toucheraient les bas et moyens revenus.

Mais les créanciers n'ont jamais accepté ces propositions, proposant à la place de continuer à financer la Grèce au moyen d'une politique néolibérale plus poussée, avec notamment de nouvelles réductions des salaires et des retraites (le « plan Juncker »). Au terme de cinq mois supplémentaires de négociations, le gouvernement grec n'avait reçu aucune des tranches de prêt promises par ses créanciers, bien que le pays ait continué à payer les obligations de la dette à la Banque centrale européenne (BCE) et au Fonds monétaire international (FMI) jusqu'à épuisement de tous ses fonds publics et le report d'un rembour-

>>

Alexis Tsipras, qui fut un temps l'enfant chéri de la gauche anti-austérité européenne.

sement au FMI fin juin 2015, lorsque le gouvernement s'est retrouvé pratiquement à court de liquidités. Cette semaine-là, le Premier ministre Alexis Tsipras a appelé à un référendum sur le « plan Juncker ». Dans l'attente du vote, la Grèce a dû limiter les retraits des banques grecques (on parlait alors de « jour férié » et de « contrôle des capitaux »), la BCE refusant de prêter aux banques des liquidités supplémentaires alors que les déposants anxieux s'empressaient de retirer leur épargne.

La campagne du référendum a mis en lumière des divisions sociales et de classe comme on n'en avait pas vues depuis des décennies. Deux Grèce s'affrontaient : les déshérités, les salariés, les chômeurs, et nombre de petits entrepreneurs ont appelé à voter « non » au référendum, tandis que les classes supérieures se sont mobilisées pour le « oui ». Avec la fermeture des banques, la propagande a joué à plein, les médias annonçant un désastre si le « non » en venait à l'emporter, tandis que les employeurs faisaient pression sur les travailleurs pour qu'ils votent « oui ». Près de deux tiers des Grecs (61,3%) ont néanmoins voté « non ». Mais au Parlement, le gouvernement a transformé ce « non » en « oui », avec le soutien de l'opposition conservatrice. En juillet 2015, quand Syriza a signé un nouveau mémorandum qui était pratiquement un duplicata du « plan Juncker », l'accord a été dénoncé comme le produit d'un chantage, une défaite dans la bataille entre la Grèce, ses créanciers et l'élite dogmatique européenne.

Ce point de vue fait écho à des voix qui s'élèvent au sein de Syriza pour dénoncer les mémorandums comme une erreur économique qui ne relancera pas la croissance, quand ce n'est pas une attaque dirigée contre la Grèce par des « intérêts étrangers ». Ainsi, la capitulation finale de Syriza est présentée comme ce que certains membres du parti appellent une « chute héroïque dans un combat inégal », susceptible d'être à l'avenir inversée grâce à des mesures du gouvernement du même ordre, comme pourraient l'être des initiatives pour lutter contre la corruption et moderniser les structures étatiques. Cependant, l'austérité n'est pas seulement une « politique erronée », c'est également une stratégie de classe permettant de privilégier les intérêts du capital par rapport à ceux des travailleurs, des chômeurs, des retraités et des personnes économiquement les plus vulnérables, moyennant des droits réduits pour les travailleurs, une faible protection sociale, des salaires bas et flexibles et aucun véritable pouvoir de négociation.

Au-delà de certaines limites, soumettre tous les aspects de la vie sociale à un marché sans entraves comporte un risque politique pour les classes dirigeantes néolibérales dans la mesure où cela peut entraîner des flambées de contestation sociale. Ce risque politique constituait une arme puissante tant que la classe ouvrière grecque et Syriza cherchaient à mettre un terme à l'austérité. Mais cette arme était liée à une condition préliminaire : que Syriza reste fidèle à son programme et maintienne ses priorités, en plaçant le peuple avant les profits.

Mais depuis sa victoire aux élections européennes de 2014, Syriza a abandonné cette stratégie, optant pour la voie réformiste néolibérale comme condition préalable à la « croissance et [à] la stabilisation ». Il faut chercher les raisons de ce revirement non pas seulement dans les nouvelles exigences auxquelles s'est trouvé confronté Syriza une fois au pouvoir mais aussi dans la tradition politique de la gauche poststalinienne grecque. Son réformisme patriotique se caractérisait par un gouvernementalisme – qui consiste à considérer que la formation d'un gouvernement de gauche est une condition nécessaire et suffisante pour apporter un changement politique – et un économisme – qui voudrait que l'évolution sociale soit le résultat d'un développement des forces productives, supposé rendre inévitable la transformation des rapports de production.

En signant un nouveau mémorandum, Syriza a accepté de libérer les institutions et le marché du travail grecs de ses « rigidités » – lesquelles correspondaient en fait à d'anciennes victoires des travailleurs. Syriza continue de dominer la scène politique grecque, mais aujourd'hui il s'agit plus d'un parti social-démocrate traditionnel que d'un mouvement de la gauche radicale. ■

Toute correspondance est à adresser à John Milios <john.milios@gmail.com>

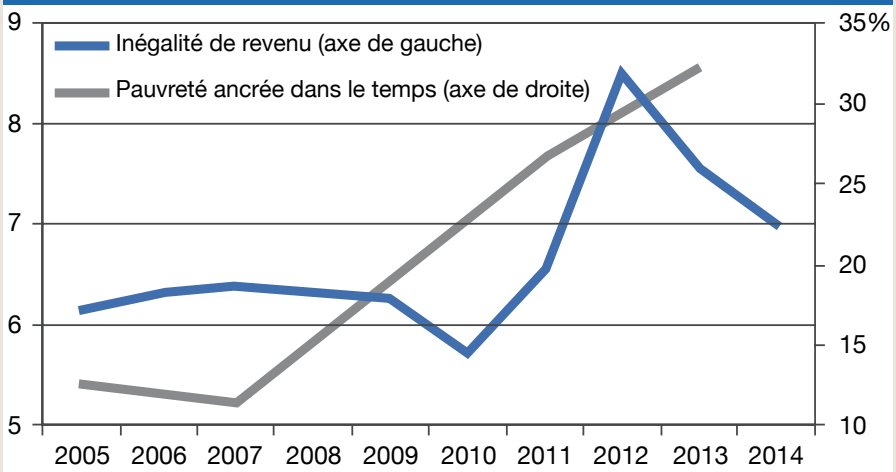
> Les gagnants et les perdants

de la crise financière grecque

Spyros Sakellaropoulos, Université Panteion (Grèce)

La pauvreté a fortement augmenté en Grèce depuis la crise

Ratio entre la part du revenu national perçue par le 9e décile et celle perçue par le 1er



Source: OCDE

Montée de la pauvreté et des inégalités de revenu depuis le début de la crise grecque.

Au début de l'année 2010, le Premier ministre grec de l'époque, George Papandréou, déclarait que l'état des finances publiques était si désastreux que le pays ne pouvait pas espérer emprunter sur les marchés mondiaux, et ne pourrait donc plus rembourser sa dette publique.

Contrairement à une idée répandue, les problèmes de la Grèce ne sont pas dus au haut niveau des salaires grecs, ni ne sont le simple résultat d'un État dépensier : les salaires grecs n'atteignent qu'environ 83% du niveau des salaires pratiqués dans l'UE-15 (c'est-à-dire dans les pays qui étaient membres de l'Union européenne avant l'extension de 2004), tandis que les dépenses publiques par habitant en pourcentage du PIB national se situent tout juste au niveau de la moyenne pour l'ensemble de ces pays. La crise financière grecque est plutôt l'aboutissement d'une stratégie de la classe dominante du pays et de la manière dont elle a intégré la division internationale du travail, en particulier depuis l'entrée de la Grèce dans la Communauté économique européenne (CEE) en 1981 et l'Union économique et monétaire en 2002. L'incapacité du capitalisme grec à faire face à la concurrence dans les termes établis par la monnaie unique a conduit à l'effondrement de son PIB, lequel à son tour s'est traduit par une augmentation du ratio de la dette par rapport au PIB.

Quoiqu'il en soit, il a été décidé début 2010, dans l'espoir de faire face au remboursement des prêts de la Grèce auprès des banques françaises et allemandes qui détenaient la plupart des obligations grecques – et afin d'éviter la faillite, qui aurait déplacé le problème de la Grèce au cœur même de l'économie européenne – que la Grèce souscrirait un prêt auprès de l'Union européenne, de la Banque centrale européenne (BCE) et du Fonds monétaire international (FMI).

Mais avant de pouvoir emprunter de l'argent, la Grèce devait d'abord adopter des mesures d'austérité. Entre 2010 et 2016, trois mémorandums de coopération économique ont été mis en œuvre, ainsi qu'un programme à moyen terme et huit « paquets » de mesures spéciales – qui incluaient, entre autres, la réduction des salaires des fonctionnaires et des prestations de retraite, la diminution du salaire minimum (de 751€ à 586€ pour la majorité des travailleurs grecs, et à 490€ pour les moins de 25 ans), une augmentation de la TVA de 19% à 24%, une lourde imposition des biens immobiliers, des contrats du travail plus flexibles, une forte réduction des emplois dans le secteur public, ou encore une augmentation des impôts dégressifs.

Ces mesures ont-elles été efficaces ? Pour commencer, la dette publique – la raison pour laquelle toutes ces mesures ont été adop-

>>

tées – s'est accrue, aussi bien en valeur absolue qu'en valeur relative. La dette grecque est ainsi passée de 300 milliards d'euros à la fin 2009 à 314,4 milliards à la fin 2015. En fait, sous l'effet du ralentissement de l'économie grecque pendant cette période, la dette publique s'est envolée, passant de 126,7% à 179% du PIB. Dans le même temps, le chômage a grimpé de 9% en 2009 à 23,5% en mai 2016 tandis que le PIB chutait de 237,4 milliards d'euros en 2009 à 179 milliards d'euros en 2015.

Ces statistiques illustrent bien l'échec de toutes les mesures prises. Mais un examen plus approfondi montre que cette politique a créé des gagnants et des perdants. Du côté des perdants se trouvent les classes populaires (salariés, et petits et moyens agriculteurs). Signalons également qu'aujourd'hui seuls 15% des chômeurs reçoivent des indemnités de chômage, alors qu'ils étaient 40% à y avoir droit avant la crise. Le pourcentage de ceux qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins élémentaires a grimpé de 11 à 20% de la population. Aujourd'hui, plus d'un million de Grecs vivent dans des foyers où personne ne travaille ou ceux qui ont un emploi travaillent moins de trois mois par an. 50% des retraités reçoivent une pension de moins de 500€ par mois. Le taux de pauvreté a progressé de 27,6% à 35,7% entre 2009 et 2015.

Même ceux qui ont conservé leur travail ont vu leur revenu diminuer. La part des salaires dans le PIB est tombée de 64 à 54%, et dans leur ensemble, les salariés ont perdu un tiers de leur pouvoir d'achat. Le pouvoir d'achat moyen est tombé de 84 à 65% de la moyenne de l'UE-15. Entre 2008 et 2015, 427.000 Grecs ont émigré, la plupart d'entre eux ayant fait des études universitaires. Des 849.289 entreprises en activité en 2008, il n'en restait plus que 692.286 en 2014. Les inégalités se sont également creusées : le rapport entre le revenu des 20% les plus riches et les 20% les plus pauvres est passé de 5,6/1 à 6,6/1.

La baisse du niveau de vie apparaît également dans les données démographiques. Les dépenses de santé ont diminué de 25%. Entre 2011 et 2014, la dernière année pour laquelle des statistiques sont disponibles, il y a eu moins de naissances que de décès, et la mortalité infantile a grimpé de 51%.

Mais qui sont les gagnants ? Parmi les grands gagnants, se trouvent les banques étrangères qui, au début de la crise, détenaient une part importante de la dette grecque. En juin 2010, le total de la dette grecque publique et privée contractée auprès des banques étrangères s'élevait à 252,1 milliards de dollars, dont un total de 75,1% dus aux banques françaises (83,1 milliards), allemandes (65,4 milliards) et américaines (36,2 milliards). En décembre de la même année, les sommes dues aux banques étrangères avaient été réduites de 42%, les ramenant à 145,7 milliards de dollars (dont 56,7 milliards aux banques françaises, 34 milliards aux banques allemandes et 7,3 milliards aux banques américaines). Le premier mémorandum a permis aux banques de gagner du temps afin de liquider une grande partie de la dette grecque – un plan qui deviendra d'autant plus évident en décembre 2011, date à laquelle les banques étrangères avaient déjà réduit leur exposition à la dette grecque à 35 milliards de dollars. Au moment des élections de 2012, les banques étrangères étaient presque entièrement débarrassées de la dette grecque.

Il y a également eu des gagnants à l'intérieur de la Grèce : les entreprises les plus rentables du pays ont réalisé en 2010 des bénéfices de l'ordre de 2,2 milliards d'euros ; en 2014, ceux-ci s'élevaient à 10,2 milliards d'euros. Entre 2009 et 2014, les 300 sociétés les plus rentables (à l'exclusion du secteur financier) ont augmenté leur chiffre d'affaires de 53,6% du total à 59,8%, et leurs actifs de 42,2% à 44%.

Dernière évolution mais non des moindres : en 2011, 445 personnes détenaient en Grèce des fortunes supérieures à 30 millions d'euros, pour un total de 50 milliards, soit environ 24% du PIB. En 2014, ce groupe de privilégiés avait légèrement augmenté : 565 personnes détenaient des fortunes personnelles de plus de 30 millions d'euros, pour un total de 70 milliards d'euros, soit 39,5% du PIB de cette année-là. En 2014, on comptait parmi cette élite 11 milliardaires grecs, avec des actifs totalisant 18 milliards d'euros, contre 9 milliardaires avec des actifs pour une valeur de 16 milliards d'euros en 2013.

Cette évolution se retrouve dans la stratification sociale du pays. D'après une enquête récente, la bourgeoisie grecque représente aujourd'hui 2,8% du PIB (en baisse par rapport aux 3,2% de 2009), les couches rurales aisées 0,6% (en baisse par rapport à 0,7%), la petite bourgeoisie traditionnelle 7% (en baisse par rapport à 7,3%), la nouvelle petite bourgeoisie 21,9% (en baisse par rapport à 29,5%), les couches rurales moyennes 1,2% (en baisse par rapport à 1,9%), les couches rurales pauvres 7,3% (en baisse par rapport à 7,4%) et la classe ouvrière 59,2% (en hausse par rapport à 49,1%).

Quelles qu'aient été les raisons de cette politique, les conséquences sociales sont évidentes. De grandes banques étrangères, sous l'égide d'institutions financières internationales et de leurs pays d'origine, ont pris soin de leurs propres intérêts. Malgré des pertes liées à la liquidation économique de certains secteurs, l'élite économique du pays a augmenté sa richesse et accru ses profits grâce à une intensification de l'exploitation de la classe ouvrière grecque et au recul des petites et moyennes entreprises. ■

Toute correspondance est à adresser à Spyros Sakellaropoulos <sakellaropouloss@gmail.com>

> Renflouement de la Grèce :

Une entente criminelle État-entreprises

Stratos Georgoulas, Université de l'Égée (Grèce)

À qui profitent les plans de sauvetage ?

La communauté académique internationale a récemment cherché à définir l'expression « *state-corporate crime* », qui désigne les actions illégales ou préjudiciables au plan social résultant des relations entre les institutions qui détiennent le pouvoir politique et les secteurs économiques de la production et de la distribution.

D'un point de vue politique et analytique, le terme correspond à ce qu'on qualifie généralement de « corruption », mais il y a deux différences importantes. La première, c'est qu'en tentant de traiter ces actions comme des délits, on cherche à défendre les droits de l'homme et à prévenir de possibles préjudices pour la société. Ces actions entraînent en effet beaucoup plus de pertes humaines, de dommages physiques et de pertes matérielles ou financières que les actes traditionnellement reconnus comme criminels comme le sont le meurtre, la tentative de meurtre, le vol, *etc.* La deuxième différence, c'est que les origines de ces actions criminelles sont étroitement liées aux activités politiques et sociales ordinaires : l'interdépendance entre l'État et le capital – que ce soit en investissant directement de l'argent public dans des entreprises privées, en accordant des crédits ou en favorisant des politiques spécifiques – est inhérente à la société capitaliste.

Mais ces crimes qui lient l'État au monde des affaires ont souvent une autre dimension. À cet égard, les

>>

« crimes de la mondialisation » apportent une dimension intéressante – lorsque des institutions supranationales, comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, causent des préjudices sociaux bien réels à des populations entières. Les programmes politiques et économiques imposés d'en haut en conformité avec les intérêts des grandes puissances et des entreprises multinationales, ont des répercussions profondes sur la vie des gens, principalement dans les « pays en développement » : des impératifs comme le « remboursement de la dette » conduisent à l'instabilité politique, puis à des systèmes de gouvernance paternalistes et clientélistes, qui à leur tour engendrent crime organisé, corruption, autoritarisme, répression étatique, usage de la torture, voire de possibles génocides.

En Grèce, où nous sommes soumis à l'application de mémorandums de politique générale qui ont été définis par des accords entre gouvernement et organisations supranationales (telles que des bailleurs de fonds internationaux), nous avons constaté des violations des droits de l'homme et d'importants préjudices sociaux. Les mesures mises en œuvre dans le cadre de « plans de sauvetage » ont eu des conséquences directes sur les conditions de vie de la population, et violé des droits de l'homme que la Grèce est tenue de respecter, défendre et promouvoir conformément à la législation nationale, régionale et internationale. Les adaptations drastiques imposées à l'économie et à la société grecques ont entraîné une rapide détérioration du niveau de vie et sont incompatibles avec la justice et la cohésion sociales, la démocratie et les droits de l'homme. Quels droits de l'homme ont ainsi été violés ? Prenons quelques exemples.

Le droit au travail. Les réformes du marché du travail imposées par les mémorandums ont gravement porté atteinte au droit du travail en Grèce. Avec la suppression des anciennes conventions collectives et mesures d'arbitrage des conflits du travail, les contrats individuels de travail sont redevenus la norme en matière d'emploi. Les réductions de salaire et hausses d'impôt successives se sont traduites par des licenciements économiques massifs, des conditions d'emploi dégradées, une augmentation de l'insécurité de l'emploi, d'où une précarité généralisée qui contraint notamment les femmes et les jeunes travailleurs à accepter des emplois très flexibles et mal rémunérés. Le salaire minimum a été abaissé en dessous du niveau de pauvreté national.

Le droit à la santé. Le Programme d'ajustement économique de 2010 a limité les dépenses de santé à 6% du PIB. Celui de 2012 a exigé la réduction de 8% des coûts d'exploitation des hôpitaux. Hôpitaux et pharmacies ont eu à faire face à de graves pénuries, tout en essayant de faire passer les dépenses pharmaceutiques de 4,37 milliards d'euros en 2010 à 2 milliards d'euros en 2014.

Le droit à l'éducation. Des mesures spécifiques incluses dans les mémorandums ont conduit à limiter le recrutement de professeurs, imposer aux enseignants des plans de mobilité, diminuer leur traitement, fusionner et fermer des écoles, augmenter le nombre d'élèves par classe et le nombre d'heures d'enseignement hebdomadaires. Des postes d'enseignement n'ont pas été pourvus, et entre 2008 et 2012, 1053 écoles ont été fermées tandis que 1933 autres ont fait l'objet d'un regroupement. Les coupes budgétaires ont laissé beaucoup d'écoles sans chauffage.

Le droit à la Sécurité sociale. Les réductions des dépenses sociales imposées par les mémorandums ont eu pour effet de diminuer les prestations sociales, y compris les retraites, les allocations chômage et les allocations familiales. Depuis 2010, les retraites ont été réduites en moyenne de 40%, entraînant 45% des retraités sous le seuil de pauvreté.

Le droit au logement. La Grèce a d'abord aboli en 2012 les logements sociaux, avant d'offrir une allocation logement à 120.000 foyers et des aides au logement pour les plus âgés. De nouvelles lois et réglementations autorisent des expulsions rapides, sans procédure judiciaire. En 2014, plus de 500.000 personnes en Grèce étaient sans abri ou vivaient dans des logements insalubres ou inadéquats.

Le droit à l'autodétermination. La privatisation massive de biens publics, notamment par le truchement de procédures « accélérées », viole les droits et dispositions constitutionnels qui garantissent le principe de la souveraineté populaire, de la propriété et de la protection de l'environnement.

Le droit à la justice. Parmi les mesures imposées par les créanciers, la Grèce a été sommée de réformer son système judiciaire, avec notamment une forte hausse des frais de justice. En conséquence, le recours aux tribunaux n'est plus à la portée de tous les citoyens grecs – a fortiori ceux dont les salaires ou retraites ont été réduits de manière drastique.

Le droit à la liberté d'expression. Depuis 2010, des mesures législatives et administratives ont réduit la liberté d'expression et de réunion : le droit de s'exprimer librement a été systématiquement et effectivement remis en cause, tandis qu'il a été porté atteinte à la liberté de réunion. Souvent avec la collaboration de miliciens du parti proto-fasciste Aube dorée, les autorités ont cherché à empêcher les mouvements de contestation légitime menés contre les mesures imposées par les mémorandums : des réunions publiques ont ainsi été interdites, des manifestations pacifiques réprimées, des arrestations préventives pratiquées, des mineurs interrogés et des manifestants antifascistes torturés.

>>

Aujourd'hui, 23,1% de la population grecque vit sous le seuil de pauvreté. Le taux de pauvreté relative a pratiquement doublé entre 2009 et 2012, et près des deux tiers de la population se sont appauvris sous l'effet des politiques d'austérité. En 2009, 11% de la population se trouvait en situation de grave dénuement matériel ; ce taux est passé à 21,5% en 2014. En 2013, plus de 34% des enfants étaient menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale. Les mesures adoptées ont considérablement aggravé les inégalités : les 10% les plus pauvres ont perdu 56,5% de leur revenu.

Alors même que la société grecque fait l'objet de violations des droits de l'homme et de graves préjudices sociaux, les organes législatifs ont mis en œuvre une « politique de privilèges » qui contribue à renforcer la corruption. Multiformes, ces initiatives législatives conduisent à des régimes d'immunité pénale. Il peut s'agir d'une exclusion préventive des poursuites pour certains individus ou certains groupes – en particulier à l'occasion de contrats de concessions publiques comme celui signé avec Siemens ou à l'occasion de programmes d'armement ou de privatisations. Il peut s'agir aussi d'une intervention législative répressive dans des affaires pénales en instance, afin de limiter, suspendre ou mettre un terme aux poursuites en cours. De façon paradoxale, tandis que les bailleurs de fonds font pression pour que la Grèce lutte contre la fraude fiscale, ils cherchent en même temps à abolir le prélèvement fiscal de 26% sur les opérations transfrontalières.

Les crimes qui relèvent de la collusion entre des États et le monde des affaires dépassent l'acte criminel ou déviant d'un individu dans la mesure où ils deviennent non l'exception mais la règle, la caractéristique principale d'une époque où triomphe l'anomie, c'est-à-dire où les représentations collectives existantes et la conscience collective ont été affaiblis. Cette collusion entre États et entreprises est représentative de « l'air du temps » propre à notre époque moderne.

Nous nous trouvons face à un défi urgent : que peut-on faire pour lutter contre ce type de *state-corporate crime* incontrôlé à une époque – qui n'est pas sans rappeler l'époque fasciste du début du XX^{e} siècle – où le contrôle social formel, les institutions modernes et le débat scientifique sont soumis aux structures dominantes de gouvernance, de production et de société civile ?

Il est important pour nous de continuer à rêver à un monde meilleur. D'ailleurs, bien que cette symbiose des États et du monde des affaires soit à l'œuvre depuis longtemps, elle n'a jamais été totalement acceptée. Il s'agit d'un processus dynamique, et en tant que chercheurs et citoyens, nous devons continuer à le faire connaître et le dénoncer. ■

Toute correspondance est à adresser à Stratos Georgoulas
<s.georgoulas@soc.aegean.gr>

> Argentine : Avorter à l'ère du misoprostol

Julia McReynolds-Pérez, Université du Wisconsin à La Crosse (États-Unis)

Sur une statue de la Vierge, l'association Women on Waves diffuse son message : « Ta décision. Avortement sécurisé » et indique un numéro où obtenir des conseils en ligne.

À l'épicentre du séisme qui secoue le débat sur l'avortement en Amérique latine se trouve une petite pilule blanche. L'accès à ce médicament, le misoprostol, a révolutionné les pratiques en matière d'avortement clandestin, et son impact a été considérable. Les nouvelles stratégies activistes d'auto-thérapie – dont certaines impliquent une collaboration entre féministes et professionnels de santé – ont contribué à faire évoluer le débat politique sur l'avortement, les réseaux militants cherchant à rendre l'avortement plus accessible et plus visible malgré une opposition persistante à sa légalisation.

En Amérique latine, la région du monde la plus catholique, l'avortement est depuis longtemps illégal, tout en y étant depuis tout aussi longtemps largement pratiqué. Dans toute l'Amérique latine, les femmes qui en ont les moyens déboursent des sommes importantes pour avoir accès à un avortement clandestin sécurisé pratiqué par des médecins expérimentés dans des cliniques privées tandis que les plus démunies risquent leur vie en recourant à des procédures non médicalisées.

Ce système dual d'avortement clandestin a en grande partie maintenu dans l'ombre ces façons de procéder et le débat politique autour de leur illégalité ; mais la question de la pratique de l'avortement et de sa traduction politique a évolué depuis le début des années 90, lorsque le misoprostol, une prostaglandine de synthèse approuvée par l'autorité de santé américaine (Food and Drug Administration) pour le traitement des ulcères, a commencé à être commercialisé à cet effet dans les pharmacies d'Amérique latine. Il se trouve en effet que le misoprostol provoque également des contractions utérines, ce qui en fait un outil efficace pour les interruptions volontaires de grossesse (IVG) clandestines. Dans les pays où l'avortement est légal, le misoprostol est généralement utilisé en association avec un autre médicament, la mifépristone, permettant de réaliser des avortements par voie médicamenteuse lors du premier trimestre de grossesse. À noter que même lorsque le misoprostol est pris seul ou sans supervision médicale, il constitue une méthode beaucoup plus sûre que d'autres plus anciennes d'avortement clandestin, qui trop souvent se faisaient à l'aide de cintres ou d'aiguilles à tricoter.

>>

Misprostol, un médicament abortif très répandu.

Entre 2012 et 2015, j'ai mené des recherches ethnographiques en Argentine pour tenter de comprendre comment ce nouveau médicament était en train de changer les orientations politiques et les pratiques en matière d'avortement. En Argentine – et d'ailleurs, dans toute l'Amérique latine – la relative facilité avec laquelle on peut se procurer du misoprostol a inspiré aux activistes des stratégies innovantes. Ce sont souvent des campagnes menées à l'échelle transnationale qui ont donné l'impulsion initiale aux collectifs d'activistes qui luttent pour le droit à l'avortement. En 2001, le docteur Rebecca Gomperts lançait Women on Waves (Femmes sur les vagues) en menant un bateau équipé d'une clinique flottante au large de pays où l'avortement est illégal afin de proposer aux femmes des avortements sécurisés dans les eaux internationales. Gomperts a ensuite créé le site Women on Web, sur lequel les femmes du monde entier peuvent commander le kit nécessaire pour une IVG médicamenteuse ; les colis, non étiquetés, sont postés directement à l'attention de femmes qui vivent dans des pays où l'avortement est illégal. L'association offre également des services d'assistance téléphonique où demander des instructions précises sur la procédure à suivre pour un avortement à l'aide du misoprostol.

Si les initiatives transnationales du docteur Gomperts ont attiré l'attention des médias internationaux, on a beaucoup moins fait état des stratégies locales que ces initiatives ont inspiré parmi les activistes de différents pays. Dans toute l'Amérique latine, de jeunes activistes féministes sont à l'avant-garde de la lutte pour rendre les avortements sécurisés plus accessibles aux femmes pauvres qui ont recours au misoprostol : certains collectifs apportent des informations, d'autres des services d'avortement médicamenteux, tandis que certains professionnels de santé ont commencé à défendre la cause au sein même du système de santé public.
Le collectif *Lesbianas y Feministas por la Descriminalización del Aborto* (Lesbiennes et féministes pour la dépénalisation de l'avortement, ou LFDA) s'est imposé depuis plusieurs années comme l'un des groupes d'activistes pro-choix les plus influents d'Argentine. Dans un premier temps, LFDA a commencé par mettre en place un service d'assistance téléphonique sur l'avortement sécurisé, avec le soutien de Women on Web. Partout en Argentine, il fournit à présent aux femmes des informations sur les avortements sécurisés. Depuis 2013, LFDA a en outre ouvert des services de consultation dans toute la ville de Buenos Aires, où des activistes donnent, dans un langage simple et accessible, toutes les informations nécessaires sur les moyens de provoquer un avortement sécurisé. Les clientes sont censées se procurer elles-mêmes le misoprostol, que ce soit auprès de pharmacies locales ou sur le marché noir.

À l'instar d'autres groupes d'activistes qui offrent le même type de services, les activistes de LFDA estiment que leur travail obéit à la fois aux principes de « la liberté d'information » et à l'impératif de santé publique d'une « réduction des risques ». La première affirmation part du principe qu'ils ne fournissent que des informations qui peuvent être facilement obtenues par d'autres moyens, étant donné qu'ils ne délivrent ni médicaments ni service médical. L'autre affirmation, celle de la réduction des risques, s'inspire du jargon des programmes de santé publique (comme ceux d'échange de seringues par exemple) pour rappeler l'obligation pour l'ensemble de la société de remédier aux dangers que représentent les activités illicites pour la santé publique.

D'autres activistes sont même allés plus loin. Depuis environ 2014, divers groupes locaux d'activistes se sont associés pour lancer à l'échelle du pays un mouvement connu sous le nom de *Socorristas en Red*, un service de secours en ligne. Ce réseau d'information en ligne offre non seulement des renseignements mais aussi ce qu'ils appellent un service d'« accompagnement » (*acompañamiento*), en fournissant le misoprostol ou le kit complet de médicaments abortifs (obtenus par le biais de contacts des activistes dans le monde entier), ainsi qu'un service de suivi téléphonique pendant tout le processus d'avortement à domicile. Dans la mesure où ces groupes d'activistes ne fournissent pas seulement des informations mais aussi les médicaments abortifs, la plupart évitent d'attirer l'attention. Ceux qui sont présents dans la capitale plus progressiste de Buenos Aires opèrent de manière relativement ouverte ; mais dans les provinces plus conservatrices, les activistes doivent compter sur la discrétion de leurs clientes pour éviter des poursuites.

Enfin, un certain nombre de professionnels de santé s'emploient à changer le système de santé publique de l'intérieur, en offrant le plus souvent ce qu'ils appellent des services de « conseil pré- et post-avortement ». Tout comme les activistes de LFDA, ils offrent ainsi des informations détaillées sur les moyens de provoquer une IVG à l'aide du misoprostol. Pour contourner la question de sa légalité, ils laissent aux femmes le soin de se procurer

>>

elles-mêmes le médicament et celui d'avorter chez elles. Dans un nombre réduit de cliniques, ces professionnels engagés bénéficient du soutien des autorités de santé locales, ou encore de la négligence bienveillante de leurs supérieurs hiérarchiques. De fait, dans un certain nombre de cliniques, toutes les IVG sont pratiquées comme des « interruptions légales de grossesse fondées sur des instructions légales », au motif qu'une grossesse non désirée menée à terme constitue en soi un risque pour la santé – ce qui revient à considérer tout avortement comme légal suivant la disposition du code pénal qui autorise l'avortement en cas de risque pour la santé de la femme. Les services d'avortement sont offerts directement aux patientes. Mais même en dehors de ces cas plus explicites, nombreux sont les professionnels de santé qui m'ont confié fournir à huis clos des conseils sur l'usage du misoprostol, et parfois rédiger des ordonnances pour ce médicament en faisant promettre à leurs patientes de garder le secret.

Il est impossible d'évaluer de manière précise le nombre de médecins qui pourraient être impliqués dans ce type d'activisme ; ils représentent certainement une minorité sachant que cette profession très hiérarchisée reste en grande partie sous le contrôle d'un réseau d'anciens condisciples catholiques et sociaux-conservateurs. Mais toutes ces initiatives menées par les activistes ont à l'évidence des répercussions plus générales – notamment parce que ces collectifs recueillent auprès de leurs clientes des données démographiques et de santé qui sont par la suite publiées, permettant ainsi de donner une plus grande visibilité à la question de santé publique de l'avortement illégal. Grâce aux rapports qui sont mis en ligne, aux communications présentées à des conférences de professionnels de santé et aux rapports non officiels soumis à la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les réalités de l'avortement sont désormais beaucoup mieux connues qu'elles ne l'étaient à l'époque de ce que j'ai appelé « l'épidémiologie féministe ».

À noter que l'activisme déployé pour faciliter l'accès à l'avortement médicamenteux en Argentine témoigne d'abord d'une incapacité de l'État à faire respecter la législation nationale sur l'avortement, laquelle est restée en vigueur malgré l'évolution des pratiques. De fait, l'État a manifesté une volonté politique limitée de condamner en justice une pratique très répandue – notamment parce qu'en cherchant à faire appliquer plus strictement la loi, il risquait de créer un mouvement de sympathie à l'égard de ces jeunes femmes vulnérables, qui dès lors seraient perçues comme les victimes d'un excès de zèle des forces de l'ordre. D'après les données recueillies par les réseaux activistes, des dizaines de milliers de femmes auraient reçu de l'aide pour pouvoir avorter sans risquer leur vie. En attendant, le mouvement féministe argentin continue de réclamer la légalisation de l'avortement sur demande.

Les récents changements politiques en Argentine, avec l'arrivée de la droite au pouvoir fin 2015, ont cependant créé un nouveau climat d'incertitude pour les activistes féministes. Il semblerait que le précédent gouvernement de centre-gauche de la présidente Cristina Fernández de Kirchner s'était pour sa part contenté de fermer les yeux devant les efforts des activistes pour faciliter l'accès à des avortements sécurisés.

Récemment, des groupes internationaux de défense des droits de l'homme ont dénoncé la décision des autorités argentines de condamner pour meurtre, dans la province conservatrice de Tucumán, dans le nord de l'Argentine, une jeune femme venue chercher de l'aide dans un hôpital local après une fausse couche. Sachant que le recours au misoprostol est très répandu et qu'il n'est pas possible de prouver après coup s'il en a été fait usage, les médecins conservateurs ont tendance à soupçonner toute patiente victime d'une fausse couche d'avoir pris ce médicament. Dans ce cas précis, celle que la presse a surnommée Belén a été condamnée à huit ans de prison, une peine de prison d'autant plus effarante qu'aucune preuve ne permet d'établir que la fausse couche avait été provoquée. Début 2016, Belén avait déjà passé, dans l'attente d'un jugement, deux ans derrière les barreaux. Lorsqu'une lourde peine a finalement été prononcée contre elle, les mouvements féministes et pro-choix ont organisé des manifestations dans toute l'Argentine pour réclamer sa libération. Face au tollé général, la Cour suprême de la province de Tucumán a finalement ordonné en août 2016 la libération de Belén dans l'attente des résultats de l'appel.

Est-ce que le changement d'orientation politique en Argentine va entraîner un retour de flamme contre l'activisme pro-choix, assorti d'une répression à l'encontre de activistes qui luttent pour le droit à l'avortement – et des nombreuses autres Belén ? Si ce nouveau virage à droite ne manque pas d'inquiéter, il n'en reste pas moins que les activistes concernés n'ont guère l'intention de faire machine arrière ou de se laisser intimider : grâce aux initiatives engagées au cours des vingt dernières années, le débat politique autour de l'avortement à l'échelle de toute l'Amérique latine a été modifié en profondeur : les activistes espèrent ainsi qu'une fois le génie hors de la bouteille, il ne pourra pas être remis dedans. ■

Toute correspondance est à adresser à Julia McReynolds-Pérez
<julia.mcreynolds@gmail.com>

> Revirement sur le droit à l'avortement au Mexique

Susana Lerner, El Colegio de México (Mexique), **Lucía Melgar**, Instituto Tecnológico Autónomo de México (Mexique) et **Agnès Guillaume**, Institut de recherche pour le développement (France)

Le mouvement mexicain qui lutte pour la légalisation de l'avortement.

En 2007, le District fédéral de Mexico (ancien nom de la capitale mexicaine, récemment renommée « ville de Mexico ») a légalisé l'IVG (interruption volontaire de grossesse) dans les douze premières semaines de grossesse, marquant une victoire pour la société civile qui, depuis les années 90, avait lutté pour donner aux femmes la liberté de choix. Dans une grande partie du pays, les restrictions en matière d'avortement ont pourtant été renforcées.

Depuis 2008, de nouvelles réformes législatives et constitutionnelles ont été adoptées dans 18 États du Mexique en vue de « protéger la vie dès la conception », la dernière datant de juillet 2016 dans l'État de Veracruz. Qu'est-ce qui est à l'origine de ces prétendues réformes, et quelles en sont les implications ?

Pour essayer de comprendre le débat autour de l'avortement au Mexique et identifer les principaux acteurs intervenant dans ce débat, il est nécessaire de le replacer dans le contexte plus général de la politique démographique du pays. Depuis les années 70, le gouvernement mexicain a soutenu les programmes de planning familial et les autres initiatives allant dans le sens d'une réduction du taux de fécondité, en donnant aux femmes différentes options pour contrôler les naissances et améliorer la santé, les conditions de vie et le bien-être des familles. Le pays a effectivement réussi à réduire son taux de croissance démographique mais, en l'absence de politiques sociales et économiques plus générales pour soutenir ces initiatives, les conditions de vie de la population ne se sont pas améliorées.

Dans les années 90, la politique nationale a évolué pour donner « la priorité à la santé reproductive », en conformité avec le Programme d'action adopté à la Conférence internationale de 1994 sur la Population et la Développement. L'accord, signé au Caire, met l'accent sur les droits sexuels et reproductifs, en faisant valoir que les avortements pratiqués dans des conditions inadéquates constituent un important problème de santé publique et en appelant les pays signataires à autoriser l'accès des femmes à des avortements sans risque – ce qui implique de lever les obstacles juridiques existants et d'assouplir les lois anti-avortement.

Au cours des 20 dernières années, féministes et intellectuels ont fait pression sur les autorités de la capitale pour que l'avortement soit légalisé. C'est ce processus qui a abouti à la réforme, progressive et modérée, adoptée par la ville de Mexico en 2007, lorsque l'Assemblée législative du District fédéral a voté la dépénalisation de l'IVG jusqu'à la douzième semaine de grossesse (l'avortement restant cependant illégal, sauf dans certains cas précis, au cours des trimestres suivants de grossesse). À noter qu'en définissant la grossesse comme « la partie du processus de reproduction humaine qui commence avec l'implantation de l'embryon dans l'endomètre », la réforme du District fédéral élude le débat sur la question de savoir à quel moment commence la vie d'un être humain. Suivant la loi de 2007, les médecins ont la possibilité de refuser de pratiquer des IVG au nom de l'objection de conscience ; en revanche, la loi oblige les établissements publics de santé à intégrer des médecins qui ne sont pas objecteurs au sein de leurs équipes. Les partis progressistes, dont le parti au pouvoir (le PRI, Parti révolutionnaire institutionnel), ont voté pour, tandis que le parti de droite PAN (Parti Action nationale) a voté contre.

En obligeant les services publics de santé qui dépendent de la ville de Mexico à proposer des services d'avortement gratuits et médicalisés, la loi garantit à toutes les femmes l'accès légal à l'IVG. Il est important de souligner qu'elle laisse aux femmes enceintes la liberté de choisir ce qu'elles souhaitent faire : mener leur grossesse à terme, confier leur enfant en adoption, ou interrompre la grossesse après avoir été informées et avoir signé leur consentement. Elles bénéficient par ailleurs d'un accès garanti aux moyens de contraception afin de prévenir d'autres grossesses non désirées – et ainsi, éviter de nouveaux avortements.

La réforme adoptée par la ville de Mexico considère ainsi que l'avortement à risque pose un problème à la fois de santé publique, de justice sociale et de discrimination. La loi protège avant tout les droits de la personne, en reconnaissant le droit d'une femme à faire ses propres choix

>>

concernant son corps et son autonomie sexuelle et reproductive. Au cours des neuf dernières années, la réforme a permis à plus de 160.000 femmes d'avorter sans risque – y compris des femmes en provenance d'autres États du Mexique, qui ont pu elles aussi se faire avorter à Mexico.

Dans le camp des conservateurs – mené par la hiérarchie catholique et soutenu par les églises évangéliques et les autres cultes chrétiens – , la riposte ne s'est guère fait attendre. Comme dans beaucoup d'autres régions du monde, les conservateurs mexicains maintiennent que la « défense de la vie » implique de faire passer la liberté et la vie des femmes après de supposés « droits de l'embryon », lequel est assimilé à une « personne » – une position qui revient à refuser de reconnaître la réalité des avortements à risque et leurs répercussions sur la santé des femmes et leur vie de famille. En face, des collectifs féministes défendent la primauté des droits de la femme et présentent le droit à la santé comme un droit universel, en affirmant que la maternité doit être choisie de manière libre et volontaire, et en insistant sur l'importance du principe de séparation de l'Église et de l'État pour la démocratie mexicaine.

Pendant que la ville de Mexico commençait à faciliter l'accès à l'IVG durant le premier trimestre de grossesse, des associations comme Provida (pro-vie), Profamilia (pro-famille) ou encore l'Association mexicaine des avocats catholiques n'ont eu de cesse de rappeler que « la vie commence dès la moment de la conception et [que] dès ce moment-là, un être humain doté de droits existe ». Les stratégies déployées par les militants anti-avortement sont multiples : manifestations de rue continuelles, appels à l'action lancés par des évêques dans différentes villes du pays, actions directes pour empêcher les femmes d'avorter, campagnes de pression, procédures judiciaires… Et c'est avec la même véhémence qu'ils s'opposent aux unions de personnes de même sexe (légalisées dans un certain nombre d'États du pays) ou au planning familial et à l'éducation sexuelle dans les écoles publiques. De manière plus subtile, ces militants ont réussi à faire disparaître l'expression « droits sexuels et reproductifs » et les références au « genre » de nombreux documents officiels nationaux et internationaux.

En 2008, des groupes conservateurs se sont présentés devant la Cour suprême pour tenter de faire invalider ces réformes. Bien qu'elle ait déclaré que la légalisation de l'IVG était conforme à la Constitution, la Cour a complété son arrêt par trois conclusions complémentaires. Premièrement, elle a établi le droit de la femme à disposer de son corps – l'État devant par conséquent protéger les droits des femmes afin qu'elles puissent prendre des décisions concernant leur vie et leur santé physique et mentale. Deuxièmement, la Cour a cependant estimé que le droit à la vie n'est ni un droit absolu ni un « super-droit » qui se placerait au-dessus d'autres droits reconnus par la constitution mexicaine et les traités internationaux, de sorte que dans les cas où un droit entre en conflit avec un autre, il revient aux organes législatifs d'étudier les différentes solutions possibles. Enfin, en se fondant sur cette deuxième conclusion, la Cour a reconnu aux assemblées législatives des différents États le pouvoir d'apporter des modifications dans les codes pénaux locaux.

À l'issue de l'arrêt rendu par la Cour suprême, les groupes conservateurs se sont tournés vers les assemblées législatives des différents États dans le but de faire modifier leurs constitutions ou code pénaux pour « protéger la vie depuis le moment de la conception » ou « fertilisation » et pénaliser les femmes qui avortent.

En juillet 2016, grâce au soutien de l'Église catholique et de députés issus de l'ensemble des partis politiques (y compris de gauche), les opposants à l'avortement avaient atteint leur objectif dans 18 États du pays. Sous l'effet de ces nouvelles lois, des femmes sont aujourd'hui emprisonnées au Mexique sous l'accusation d'« homicide aggravé par le lien de parenté » (en d'autres termes, d'infanticide) et encourent parfois des peines allant jusqu'à 20 ou 30 ans de prison. D'autres ont été soumises à des interventions psychiatriques, comme si le fait d'exercer leur autonomie constituait une maladie mentale. Ces nouvelles sanctions s'ajoutent au non-respect persistant par de nombreux États mexicains des normes juridiques qui autorisent l'avortement légal et sans risque dans certaines situations, comme en cas de viol (la seule indication juridiquement valable dans l'ensemble du pays), d'anomalies fœtales ou de risque pour la vie ou la santé de la femme.

En milieu d'année, le débat restait polarisé autour de deux points de vue divergents. Le camp conservateur plaide en faveur d'une « défense de la vie », faisant passer la vie et la liberté des femmes après la vie et les supposés droits de l'embryon, considéré comme une personne juridique – au mépris des conséquences que peuvent avoir les avortements à risque : décès de la mère, complications de santé ou répercussions pour la famille. Le camp progressiste, de son côté, défend la primauté des droits de la femme, la maternité librement choisie et le droit universel à la santé, et demande que le principe de laïcité – un élément clé de la constitution du Mexique – soit respecté.

Au Mexique, le long combat pour les droits des femmes se poursuit. Trop souvent, les organisations de défense des femmes et les organisations féministes se sont montrées réactives plutôt que proactives face à un courant conservateur décidé à criminaliser l'avortement. Cette dynamique doit changer. La société civile doit réaffirmer son engagement, et exiger la libéralisation et la légalisation de l'avortement à l'échelle nationale. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Susana Lerner <slerner@colmex.mx>
Lucía Melgar <lucia.melgar@gmail.com>
Agnès Guillaume <Agnes.Guillaume@ird.fr>

> Violences sexistes

et droit à l'avortement au Pérou

Erika Busse, Université du Pacifique (Pérou) et membre des comités de recherche de l'ISA sur les Migrations (RC31), les Femmes et la Société (RC32), les Mouvements sociaux, l'Action collective et le Changement social (RC48) et la Recherche sur la Famille (RC06)

La « grande marche pour la vie » des opposants à l'avortement à Lima, au Pérou, le 23 mars 2013. Photo : Paolo Aguilar/EPA.

Le 13 août dernier, des milliers de Péruviens et de Péruviennes sont descendus dans la rue autour du slogan « *Ni Una Menos* » (« Pas une de moins »). Parmi la foule des manifestants, se trouvaient le nouveau président du Pérou, des femmes victimes de violences physiques et sexuelles, des membres d'associations de défense des femmes et d'organisations féministes, des personnes affiliées à différents partis politiques ainsi que des ministres et des députés. Organisée pour dénoncer les violences faites aux femmes, la manifestation a été décrite comme l'une des mobilisations sociales les plus importantes qu'ait connu le Pérou depuis 40 ans – une marche à laquelle ont participé côte à côte femmes et hommes, filles et garçons, parents et enfants, grands-parents et petits-enfants.

C'est la vidéo d'une femme traînée par les cheveux par son ancien compagnon dans le hall de réception d'un hôtel qui a servi de catalyseur à ce vaste mouvement de protestation. L'affaire s'est cependant conclue par un non-lieu, le juge ayant estimé que les blessures de la femme n'indiquaient pas de tentative de viol ou de meurtre.

Sous le mot d'ordre « Quand une femme est frappée, nous sommes toutes frappées », le collectif Ni Una Menos a appelé la population à manifester contre la violence et la discrimination à l'égard des femmes. Les organisateurs eux-mêmes ont été surpris par l'ampleur de la mobilisation – qui faisait en cela écho à des mobilisations semblables récemment organisées dans d'autres grandes villes d'Amérique latine pour exiger la fin des violences caractérisées commises contre les femmes et des déficiences du système judiciaire. Pour beaucoup, ces manifestations sont porteuses d'espoir : elles sont le signe que les choses sont en train de changer en Amérique latine, et que les questions concernant les femmes, en particulier les violences faites aux femmes, se situent désormais au premier plan des préoccupations de la population.

Le fait de mettre l'accent sur les violences faites aux femmes – et sur l'impunité dont bénéficient leurs agresseurs – marque un tournant dans la manière dont les féministes latino-américaines formulent leurs revendications concernant les droits des femmes en matière de procréation. En redéfinissant le débat sur l'avortement en termes de « violence

>>

sexuelle à l'encontre des femmes (et des jeunes filles) » et en attirant l'attention sur les « maternités forcées » (ou les avortements clandestins forcés), les féministes ont recentré ce débat sur la violence étatique en plus des violences sexuelles en soi – ce qui tranche avec l'approche antérieure, qui considérait avant tout les droits reproductifs comme une question de choix individuel.

Mettre l'accent sur les violences faites aux femmes, c'est combattre l'idée selon laquelle l'avortement serait le produit du désir « égoïste » d'une femme à la suite de relations sexuelles sans lendemain, et redéfinir les violences faites aux femmes avant tout comme un problème d'ordre moral. S'opposer à cette campagne reviendrait à insinuer que les violences faites aux femmes n'existent pas ou ne comptent pas. Cette nouvelle manière d'aborder la question, qui peut se révéler efficace, a certes l'inconvénient de présenter les femmes comme des victimes, ce qui pourrait renforcer les hiérarchies et les stéréotypes traditionnels. Cependant, le fait de formuler la question de l'accès à l'avortement du point de vue de l'élimination des violences sexuelles plutôt que des droits des femmes semble avoir permis d'élargir le soutien aux initiatives visant à dépénaliser l'avortement en cas de viol.

Plutôt que de ne compter que sur les pouvoirs publics pour dépénaliser l'avortement, les activistes ont décidé d'en appeler aussi à la société civile, aux professionnels de santé et aux membres de groupes religieux afin d'essayer de changer la perception qu'ont les Péruviens des droits des femmes et des violences dont elles sont victimes. En positionnant le débat non plus autour des droits reproductifs mais autour des violences sexuelles, le mouvement a su intéresser d'autres secteurs de la population en intégrant divers collectifs, y compris des activistes LGBT, des associations locales de défense des femmes, des groupes catholiques, des jeunes et des vedettes. La dépénalisation de l'avortement en cas de viol semble avoir recueilli l'adhésion d'une grande partie de la société péruvienne, bien au-delà des seuls cercles féministes. La campagne combine à la fois une approche ascendante (en particulier par la collecte de signatures auprès de la population) et une approche descendante (avec notamment une campagne télévisée faisant intervenir aussi bien des vedettes, des artistes, des responsables politiques que des citoyens ordinaires). Avec le concours de collectifs comme *Alfombra Roja* (Tapis Rouge), la campagne a permis de recruter des sympathisants à l'occasion des manifestations et des évènements publics. Dans un contexte de faible confiance dans les institutions publiques, l'orientation donnée à la campagne, qui privilégie la mobilisation citoyenne, témoigne de l'engagement des activistes à faire fonctionner la démocratie.

Jusqu'à présent, cette nouvelle manière d'aborder le problème n'a pas suscité de réponse forte de la part des législateurs. Au Pérou par exemple, une tentative de réforme constitutionnelle en vue de légaliser l'avortement en cas de viol n'a pas réussi à s'imposer, et un projet de loi destiné à dépénaliser l'avortement en cas de viol a aussi été ajourné. Il semblerait que si la plupart des législateurs éprouvent de la compassion pour les victimes de violences physiques qui se traduisent par des contusions et des os cassés, en revanche dans le cas où les violences physiques (en l'occurrence des actes de viol) entraînent une grossesse, la question de savoir quels sont les droits qui doivent prévaloir devient une question d'ordre moral.

Récemment, le débat public et la politique publique ont tout de même légèrement évolué. En 1924, le code pénal péruvien dépénalisait l'avortement thérapeutique dans les cas où la vie de la femme enceinte était en danger mais ne prévoyait pas de protocole particulier pour permettre aux professionnels de santé de pratiquer un avortement dans ces cas-là – ce qui voulait dire qu'un médecin qui décidait de mettre fin à une grossesse jugée à risque pouvait se retrouver en prison. Dès lors, on peut comprendre la réticence des médecins péruviens, tout au long des 90 années qui se sont écoulées, à pratiquer des IVG dans quelque circonstance que ce soit.

En 2014, et en dépit de nombreuses critiques, en particulier de la part des catholiques et des évangélistes, le Pérou a néanmoins fini par adopter un protocole permettant aux médecins d'obtenir l'autorisation de mettre fin à des grossesses à risque. Des obstacles à sa mise en œuvre demeurent : certains médecins ne savent pas pratiquer des IVG, les femmes ne sont pas suffisamment informées, et la peur et la honte dissuadent souvent d'avoir recours à ce protocole, même lorsque la vie de la femme enceinte est en danger.

L'adoption de ce nouveau protocole semble indiquer que présenter le droit à l'avortement comme lié intrinsèquement à la santé des femmes pourrait se révéler plus efficace que de le présenter comme une question de droits reproductifs. Ainsi qu'en témoigne la mobilisation massive autour de la campagne *Ni Una Menos*, les problèmes des femmes semblent s'être désormais imposés au premier plan du débat politique au Pérou. Mais il reste à voir si ce nouvel élan débouchera sur de véritables changements, en particulier en ce qui concerne la façon dont est abordée la question du fémicide. ■

Toute correspondance est à adresser à Erika Busse <e.busse@up.edu.pe>

> Les sciences sociales dans le monde arabe

Mohammed A. Bamyeh, Université de Pittsburgh (États-Unis), rédacteur en chef de *International Sociology Reviews*, et membre des comités de recherche de l'ISA sur la Théorie et la Recherche sur l'Aliénation (RC36) et Biographie et Société (RC38)

« De nouveaux savoirs pour des temps nouveaux », ainsi pourrait-on résumer l'ambition du rapport récemment publié sous le titre *Social Sciences in the Arab World: Forms of Presence* (http://www.theacss.org/uploads/English-ASSR-2016.pdf).[1] Il aura fallu deux ans pour élaborer ce rapport, commandité par le Conseil arabe pour les sciences sociales (CASS) et qui a compté avec la participation de toute une équipe de chercheurs. Pratiquement toutes les données utilisées dans le rapport sont des données originales, recueillies pour la première fois par l'équipe en charge du projet.

Si le rapport fournit des données quantitatives et qualitatives sur l'importance et la nature des sciences sociales dans les universités, centres de recherche, associations professionnelles et revues spécialisées du monde arabe, il examine également de façon approfondie les sciences sociales engagées dans le débat *public*. Le rapport comprend des informations sur la façon dont les organisations de la société civile utilisent les sciences sociales dans leur travail, ainsi que des données sur les sciences sociales qui se manifestent dans la sphère publique arabe (journaux, émissions de télévision, revues culturelles et magazines).

Nous avons constaté une croissance exponentielle du nombre des établissements d'enseignement proposant des sciences sociales dans les 22 pays du monde arabe, en particulier depuis une vingtaine ou trentaine d'années. Soixante-dix pour cent des universités actuelles du monde arabe ont été créées depuis le début des années 90. Le nombre des revues arabes spécialisées a été multiplié par quatre depuis le début des années 80, et celui des centres de recherche par plus de six. Depuis deux ou trois décennies, nous assistons ainsi à une véritable révolution silencieuse du savoir dans le monde arabe – une révolution dont nous ignorons encore en grande partie la teneur réelle.

Il est intéressant de noter que ces institutions du savoir semblent s'être développées indépendamment du niveau de richesse nationale, puisqu'on observe ce phénomène aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres. Certains facteurs apparaissent plus importants que la richesse, tels que la liberté de la recherche, une société civile relativement solide qui soutient ou tire profit de la recherche en sciences sociales, un niveau d'instruction relativement élevé dans le pays, le degré d'intérêt à l'international pour les évènements locaux dans le pays, et de façon corollaire, le dynamisme des liens entre la communauté régionale du savoir et les sciences sociales internationales. L'essor de la société civile pendant la même période semble être lié à celui des sciences sociales, et il se peut que les deux fassent partie d'un ensemble plus général de facteurs à l'origine des soulèvements arabes qui ont commencé à la fin de l'année 2010 et se poursuivent encore aujourd'hui.

Le rapport fait état d'importants déséquilibres au sein des universités arabes. Parmi les sciences sociales, l'économie occupe le premier rang dans les universités arabes, avec plus d'un quart des facultés de sciences sociales consacrées à cette discipline. L'anthropologie peine à exister, avec seulement 2% des facultés, tandis que les autres sciences sociales se situent quelque part entre ces deux extrêmes.

Cependant, la plupart des universités arabes se concentrent essentiellement sur l'enseignement, ce qui signifie qu'elles consacrent peu de temps et donnent peu d'encouragements aux spécialistes en sciences sociales qui souhaitent se livrer à des activités de recherche ou civiques. Ces activités sont surtout menées par les centres de recherche, qui, parce qu'ils sont organisés par thèmes plus que par disciplines, ont tendance à privilégier les études interdisciplinaires et l'engagement civique. Ces centres de recherche arabes, dont la majorité sont de création relativement récente, sont également le lieu d'une production scientifique substantielle, puisqu'ils publient aujourd'hui la plupart des revues spécialisées du monde arabe. Par rapport à la taille de leur population, le Liban, la Palestine et la Jordanie abritent un grand nombre de centres de recherche, et même Djibouti précède des pays plus riches comme le Qatar et Bahreïn.

À noter que des pays riches comme le Koweït et l'Arabie saoudite ont un niveau assez faible de productivité

>>

> ***“Une transformation sociale de grande ampleur se trouve au cœur des préoccupations des sociologues arabes”***

de la recherche. Ce constat vient à l'évidence contredire les résultats récents de classements internationaux qui, de notre point de vue, ne rendent sans doute pas bien compte de l'état du domaine du savoir dans le monde arabe – notamment parce qu'ils privilégient la publication dans des langues européennes et dans des revues bien spécifiques. Il semblerait par ailleurs que ces méthodes de classement relèvent plus d'une fétichisation de la hiérarchie que d'un véritable intérêt pour le *contenu* des savoirs, leur pertinence ou leur utilité dans la société dans laquelle ils sont produits.

Près de la moitié du rapport est consacrée aux sciences sociales dans la sphère publique. Une analyse des organisations de la société civile, des journaux, des magazines, des émissions de télévision et des revues culturelles fait apparaître que les sciences sociales sont souvent transmises sous une forme abrégée, à des niveaux variables et sous différentes formes. D'après le rapport, toutes les organisations de la société civile utilisent et même produisent des sciences sociales, quoique de façon adaptée à leur mission – une conclusion qui permettrait d'établir un rapport entre le récent essor des sciences sociales arabes et la visibilité croissante de la société civile arabe. Parmi d'autres moyens d'expression dans la sphère publique, les revues culturelles semblent ouvertes à la recherche en sciences sociales ; environ 20% de leurs pages sont consacrées à des articles de sciences sociales, même si ces pages reflètent plus les préoccupations de communautés culturelles données que celles de la discipline. Les journaux, magazines et émissions de télévision consacrent moins d'espace ou de temps aux sciences sociales. Mais la quantité est moins importante que la qualité, comme on peut le constater avec le journal palestinien *Al-Quds* ou bien le magazine *Al-Arabi*, qui tous deux représentent des formes remarquables de sciences sociales publiques.

Une transformation sociale de grande ampleur, que ce soit sur le mode révolutionnaire ou réformiste, se trouve au cœur des préoccupations des spécialistes arabes en sciences sociales, en particulier ces cinq dernières années (entre janvier 2010 et décembre 2014). Pendant cette période, notre analyse a montré que le « printemps arabe » se situait au premier rang des intérêts des spécialistes arabes en sciences sociales, en même temps que des thèmes connexes comme la démocratie, les droits, le despotisme, la participation ou la société civile. D'après les conclusions du rapport, la condition de la femme était un thème partout très présent, souvent associé à des débats sur les droits, la citoyenneté et la participation, plus qu'aux problématiques « traditionnelles » comme celles de la famille ou des enfants. D'autres thèmes plus spécifiques associés à la transformation sociale, comme le sont les jeunes, l'éducation, ou même le développement, ont suscité nettement moins d'intérêt de la part des chercheurs. Il est intéressant de noter que certains thèmes attendus étaient pratiquement absents – le cas le plus surprenant étant celui du « monde musulman ». Alors que ce concept est considéré en Occident comme une catégorie analytique significative, les spécialistes arabes en sciences sociales l'ignorent presque totalement, sans doute parce qu'ils ne voient pas le monde musulman comme une catégorie analytique homogène – même s'ils analysent l'Islam et la politique religieuse du point de vue des sciences sociales.

Le rapport conclut que les sciences sociales arabes représentent de plus en plus un élément important de la scène du savoir arabe contemporain, malgré le sentiment général que les décideurs politiques ne font pas cas des recherches en sciences sociales. De nouveaux rapports sur les sciences sociales arabes sont programmés désormais tous les deux ans, avec l'objectif d'évaluer leur contribution aux sciences sociales à l'échelle globale ainsi qu'à l'avenir de la région. ■

Toute correspondance est à adresser à Mohammed Bamyeh
<mab205@pitt.edu>

[1] Note du directeur de la publication : Mohammed Bamyeh est l'auteur du présent rapport.

> De nouvelles infrastructures

pour les sciences sociales arabes

Seteney Shami, Conseil arabe pour les Sciences sociales (Liban)

Deuxième conférence organisée par le Conseil arabe des sciences sociales en mars 2015.

La région arabe est confrontée à des défis croissants en matière socioéconomique, environnementale, politique et de sécurité. Dans le même temps, elle manque de compétences suffisamment solides dans le milieu universitaire et de la recherche pour pouvoir mieux comprendre ces défis, analyser les changements sociétaux, favoriser le débat public ou contribuer aux politiques publiques. Comme il se dégage de nombreux rapports des Nations unies sur le développement humain, pour répondre au besoin évident de connaissances que connaissent les pays arabes, un plus haut niveau de compétence, de qualité, de diversité, de rayonnement et d'influence de la recherche dans le monde arabe – en particulier de la recherche en sciences sociales – est nécessaire.

Depuis une dizaine d'années, cette prise de conscience croissante est à l'origine de diverses initiatives ayant pour objectif de relever certains de ces défis. De nouveaux établissements d'enseignement supérieur et de recherche voient le jour, et davantage de bourses d'études sont proposées pour permettre aux étudiants de

>>

la région de réaliser des études supérieures. Un certain nombre de prix ont été créés pour récompenser des réussites universitaires, et le nombre d'associations professionnelles augmente peu à peu. Cependant, les cursus et les ressources consacrés aux sciences sociales restent extrêmement limités, et les opportunités offertes dans les pays de la région arabe restent suffisantes.

C'est dans ce contexte que le Conseil arabe pour les Sciences sociales (CASS) a été créé et développé par des spécialistes en sciences sociales sensibilisés à ces questions, qui s'étaient déjà rencontrés une première fois en 2006 afin d'examiner les différentes possibilités d'aborder les problèmes auxquels sont confrontés les sciences sociales et la recherche en sciences sociales dans la région. Alors que le processus d'organisation préalable touchait à sa fin, la région a été secouée à partir de 2010 par les soulèvements arabes. Ces événements, parmi d'autres, ont contribué à ouvrir l'espace et le débat publics, faisant naître l'espoir et le sentiment que de nouvelles voies s'ouvraient pour le changement. À cet égard, il était devenu évident qu'il fallait remettre en cause le statu quo et qu'il était urgent de dégager de nouvelles perspectives pour la société, de même que de nouvelles façons de représenter le passé, le présent et l'avenir. Le bien-fondé de l'importance des sciences sociales était démontré dans la rue.

Mais la suite des événements a abouti à un autoritarisme renforcé, un accroissement de l'insécurité et de la violence, ainsi qu'à des guerres dans plusieurs pays de la région. Mais les graines qui ont été semées continuent à germer, même si les racines implantées doivent serpenter pour se protéger contre la surveillance et la répression. Les institutions se développent, et des initiatives intéressantes ouvrent de nouvelles possibilités d'établir des partenariats institutionnels entre chercheurs et activistes et entre chercheurs et sphère publique, et de développer de nouvelles opportunités de formation dans le domaine des sciences sociales (avec par exemple des cours en ligne, des collectifs de lecture ou des séances de discussion organisées par des ONG). La création et la protection d'espaces de libre investigation et discussion est vitale pour l'avenir de la région.

> Le CASS

Le Conseil arabe pour les Sciences sociales (CASS) est une institution indépendante à but non lucratif basée à Beyrouth, au Liban, qui vise à promouvoir les sciences sociales (au sens large) dans toute la région arabe et au-delà. En fonctionnement depuis quatre ans, le CASS fait désormais travailler sept personnes à plein temps et deux à temps partiel. Un centre de liaison (animé par un expert consultant et des collaborateurs administratifs et financiers à temps partiel) a été établi en Palestine, et il est prévu d'en ouvrir un autre sur le même modèle en Algérie. Le CASS a lancé quatre programmes pour financer des bourses de recherche, une conférence bisannuelle, un forum de recherche bisannuel (pour les bénéficiaires des aides), un cycle annuel de conférences ainsi qu'un site web actif, et il est présent sur les réseaux sociaux. À ce jour, plus de 130 bénéficiaires ont reçu des bourses du CASS. L'organisation, qui compte plus de 270 membres, offre des bourses de mobilité et des possibilités de formation et de réseautage à ses membres, ainsi qu'aux bénéficiaires de ses aides et de manière plus générale aux spécialistes en sciences sociales.

Aujourd'hui, malgré les changements radicaux intervenus dans la région arabe, la mission, les perspectives et les valeurs du CASS, telles qu'elles ont été définies et ratifiées lors de sa première conférence en 2008, restent en vigueur, et conservent toute leur importance (*cf.* http://www.theacss.org/pages/mission). Les principes du CASS sont de promouvoir *la qualité, l'intégralité, la flexibilité, et l'indépendance* de la réflexion et de la recherche en sciences sociales dans la région. Le CASS s'attache ainsi en priorité à évaluer les besoins et à offrir des opportunités aux communautés de chercheurs en sciences sociales, et plus particulièrement aux jeunes doctorants ou post-doctorants.

L'un des projets clés du CASS est l'Observatoire arabe des Sciences sociales (ASSM), qui analyse l'état des sciences sociales dans la région. Signé par Mohammed Bamyeh, le premier rapport, *Social Sciences in the Arab World: Forms of Presence*, dresse un panorama approfondi des institutions de la région (http://www.theacss.org/uploads/English-ASSR-2016.pdf). Le rapport fait état de l'essor important des départements universitaires et centres de recherches consacrés aux sciences sociales dans le monde arabe, mais attire également l'attention sur le manque de programmes de master et de doctorat, de revues spécialisées, d'associations professionnelles et autres infrastructures nécessaires à la production de travaux de recherche solides et ambitieux. De façon plus positive, le rapport rend également compte d'une présence relativement importante des sciences sociales dans la sphère publique, que ce soit dans les ouvrages littéraires, les journaux, les revues populaires, à la télévision ou dans d'autres médias.

> Les sciences sociales arabes : marginales ou émergentes ?

Le peu d'intérêt des autorités pour les sciences sociales dans la région arabe est lié à une conception du développement et de la modernité qui y régit depuis longtemps les stratégies éducatives et philanthropiques, ainsi qu'au changement qui depuis quelques dizaines d'années a déplacé l'intérêt traditionnellement axé sur les sciences, la médecine et la technologie vers la finance, la gestion et la diversification du secteur privé. La situation et le statut des sciences

>>

sociales illustrent les failles des systèmes d'éducation dans la région, notamment des déficiences dans les établissements d'enseignement supérieur, où l'accroissement des effectifs s'est fait au détriment de la qualité. L'essor de l'enseignement supérieur privé a conduit à des disparités importantes entre les établissements d'enseignement ainsi qu'à une marginalisation accrue des sciences sociales. Parallèlement, la voix des intellectuels dans les débats de politique publique se fait moins entendre, étant donné que les dirigeants politiques accusent les spécialistes en sciences sociales de s'intéresser à des questions sans rapport avec l'élaboration des politiques publiques, et que les spécialistes en sciences sociales se plaignent que les dirigeants politiques ne tiennent pas compte de leurs conclusions.

Le fait que les politiques d'éducation, les idées en matière de développement et les restrictions qui pèsent sur la sphère publique continuent à ne pas être véritablement mises en cause, est révélateur de la faiblesse de la communauté des sociologues de la région, et d'une incapacité à assurer trois fonctions qui sont essentielles à l'autonomie intellectuelle : celle d'établir le lien entre des alternatives scientifiquement fondées et les préoccupations hégémoniques et idéologiques, celle d'influer sur le débat public et les décisions politiques, et celle de protéger et défendre les intérêts de la profession. Il est également important de noter qu'en raison de la faiblesse des institutions, les spécialistes arabes en sciences sociales n'ont pas véritablement su intégrer les réseaux régionaux ou mondiaux de savoirs. Cette communauté reste largement exclue des principaux forums internationaux et des réseaux de recherche les plus dynamiques, et ne contribue pas véritablement à la production du savoir mondial.

Ce sont tous ces problèmes que le CASS souhaite aborder, bien qu'il soit confronté depuis sa création à un environnement de plus en plus difficile. Parallèlement à l'escalade des conflits en Irak, en Libye, en Syrie et au Yémen, le milieu de la recherche devient de plus en plus tendu dans des endroits comme l'Égypte, où la surveillance et l'intimidation se sont accrues à l'encontre des intellectuels et des activistes. Cela a porté préjudice au rayonnement du CASS dans la région, en limitant sa capacité à organiser des activités et des événements dans différents pays. De plus, des bénéficiaires d'aides du CASS ont été dans certains pays contraints de modifier leurs projets, et parfois de sacrifier une partie de leurs projets de recherche sur le terrain. Enfin, en raison des nouvelles exigences pour les visas et de nouvelles interdictions de voyager, voyager est devenu plus difficile.

Mais en dépit de ces difficultés – ou à cause d'elles – il est plus important que jamais que le CASS continue d'offrir son soutien et des opportunités aux chercheurs de la région, et continue de créer et de renforcer des réseaux. Nous sommes heureux de constater la capacité de résistance des bénéficiaires des aides du CASS et leur détermination à poursuivre leurs projets de recherche. Le nombre de candidats à des programmes de recherche et de participants aux rencontres organisées n'a pas diminué, et l'intérêt pour le CASS continue de progresser. Le Liban reste un lieu qui facilite généralement l'interaction au niveau régional et offre la liberté d'enseignement. Le CASS veille à s'adapter aux nouvelles situations et se veut innovateur dans sa programmation et ses activités tout en restant fidèle à ses objectifs premiers et à ses valeurs fondatrices. Nous espérons augmenter les collaborations et la mise en réseau au niveau régional et international et devenir un outil de promotion de sciences sociales arabes revivifiées. ■

Toute correspondance est à adresser à Seteney Shami <shami@theacss.org>

> Les sciences sociales arabes, avant et après le printemps arabe

Idriss Jebari, Université américaine de Beyrouth (Liban)

Y a-t-il un avant et un après « printemps arabe » pour les sciences sociales ?

Dans le premier rapport sur l'état des sciences sociales dans le monde arabe, le professeur de sociologie Mohammed Bamyeh aborde la problématique des sciences sociales arabes actuelles : une discipline qui s'est apparemment peu développée à travers le temps et qui est confrontée à une réalité sociale complexe et mouvementée. Cinq ans après le « printemps arabe », on a suffisamment de recul pour évaluer comment la discipline a assimilé ces transformations. Comment le rapport décrit-il les défis auxquels les sciences sociales arabes se trouvent confrontées ? Quelles leçons d'engagement public les jeunes spécialistes en sciences sociales peuvent-ils en tirer ?

>>

> Les défis des sciences sociales arabes

Universitaires, professionnels et étudiants témoignent tous de la faible production de savoir dans le monde arabe. Dans ce rapport, Bamyeh évite les généralisations habituelles comme le manque d'intégration à l'échelle internationale ou l'instabilité politique, pour s'intéresser plutôt aux structures institutionnelles qui ont façonné la discipline. D'après lui, les spécialistes en sciences sociales n'ont pas choisi l'isolement mais souffrent plutôt d'une « faible capacité de constituer des réseaux » et d'une « érosion des liens [avec] leur patrimoine originel ». De manière générale, ils ne cherchent pas nécessairement la notoriété sur la scène mondiale, mais plutôt à expliquer l'objet de leurs recherches et à influencer l'action politique. Les questions les plus urgentes aujourd'hui portent sur le manque de contact de la discipline avec la société et sur les forces du marché qui remettent en question ses valeurs et ses usages.

Cet accent mis sur les institutions conduit à définir l'objet des sciences sociales dans la région arabe en termes de tension entre universalisme et spécificité. Bamyeh semble privilégier le premier, tout en reconnaissant que ces disciplines se sont développées par le biais d'interactions avec les sciences sociales occidentales, tout en suivant une tradition spécifique qu'il reconstitue à partir des textes fondateurs et des orientations thématiques de ces dernières décennies. Bamyeh élude le problème de la « spécificité » des sciences sociales arabes et de son impact sur les méthodes de recherche, surtout parce qu'elles continuent de poser aux spécialistes de notre discipline des dilemmes théoriques (par exemple, la tension continuelle entre les partisans de Gellner et sa structure tribale, et ceux qui préfèrent la sociologie de Bourdieu centrée sur les classes sociales). Pourtant ces choix continuent aujourd'hui encore à orienter la recherche en sciences sociales dans la région : les spécialistes arabes de sciences sociales se font connaître grâce aux publications étrangères, qui à leur tour déterminent l'orientation de leurs recherches, aussi bien au plan thématique que méthodologique.

L'approche personnelle de Bamyeh dans ce rapport soulève le problème méthodologique de « l'unité d'analyse » : cela a-t-il un sens d'étudier des phénomènes sociaux dans l'abstrait ou en considérant la région arabe comme un tout, puis de confronter ses conclusions avec les contextes nationaux et locaux en vue de tirer des conclusions exhaustives et généralisables ? Il évoque ainsi « l'islamisation » des sciences sociales dans les années 80 dans toute la région, puis passe à une analyse détaillée de l'Arabie saoudite, où ces logiques sont particulièrement manifestes, avant de poursuivre avec des commentaires sur la prééminence des travaux de recherche sur la famille et la criminologie – plutôt que sur les conflits sociaux ou la main-d'œuvre étrangère, malgré l'importance de ces phénomènes dans le pays. De la même manière, Bamyeh analyse les informations fournies par l'étude de Mokhtar El-Harrach sur le contenu des revues arabes, qui inclut une comparaison transnationale pour expliquer le fonctionnement des revues culturelles arabes, et constate que les études théoriques représentent jusqu'à 68% de leur contenu. Toutefois, Bamyeh fait incidemment remarquer que ces revues ont beaucoup plus tendance à traiter de la région proche qu'à s'ouvrir plus largement sur le monde arabe, sans fournir d'explication suffisante sur ce qui détermine ces différents résultats. De la même façon, la notion de « densité de recherche » (le nombre de centres de recherche divisé par la population du pays) est employée pour classer le monde arabe, mais « l'atmosphère générale qui leur permet de prospérer » est proposée comme facteur explicatif de « l'intérêt pour les sciences sociales » dans différents contextes. L'auteur reconnaît que dans l'ensemble, le milieu universitaire est façonné par des mécanismes, des encouragements et des pressions, mais les éléments plus subtils et spécifiques ne sont pas analysés en détail.

De l'aveu même de l'auteur, « l'enquête » sur la situation actuelle contenue dans le rapport a été conçue comme un préambule à de futures publications, qui vont développer d'autres aspects, couvrir au-delà de la période 2010-2015 et fournir des bibliographies de recherche. Bien que le rapport soit quelque peu contenu dans des limites, il réussit à décrire le domaine et à identifier les forces qui le façonnent.

> Les sciences sociales face aux transformations de la société arabe

L'enquête de Bamyeh sur les structures institutionnelles des sciences sociales constitue l'une des contributions les plus importantes du rapport, notamment parce qu'elle soulève des questions essentielles pour les professionnels de la discipline qui se retrouvent face au défi de devoir évoluer dans une sphère publique mouvante.

Les données du rapport décrivent les universités arabes comme le foyer naturel des sciences sociales (48% des universités proposent des cursus et des diplômes de sciences sociales). Une répartition équilibrée des disciplines – économie, sociologie, psychologie, sciences politiques et histoire – s'appuie sur un large réseau d'au moins 436 centres de recherche et associations professionnelles présents dans la plupart des pays, et 217 revues scientifiques. Les données mettent également en lumière des évolutions intéressantes : les spécialistes arabes des sciences sociales maîtrisent plusieurs langues et sont de plus en plus connectés au niveau international ; l'Algérie et l'Égypte sont les principaux pays en termes d'universités et de centres de recherche.

Ces chiffres mettent en lumière une autre réalité : les spécialistes des sciences sociales sont tiraillés entre l'impératif de production et d'accumulation des connaissances et la pression pour diffuser, animer et défendre le change-

>>

ment social. Bamyeh analyse l'importance croissante des « acteurs non-traditionnels », comme la société civile, en s'appuyant sur un autre document de travail particulièrement intéressant qui montre comment les ONG « non seulement utilisent mais également produisent des sciences sociales […] calibrées en fonction de leurs objectifs. » De la même manière, ceux qui sont familiers avec le contexte arabe comprennent l'importance des instituts panarabes comme le Centre for Arab Unity Studies (Centre d'études de l'unité arabe) à Beyrouth ou le Arab Centre for Research and Policy Studies (Centre arabe pour la recherche et les études politiques) à Doha, dont la notoriété et l'influence ont surpassé celle des universités. Ces transformations institutionnelles rendent urgent le débat sur l'impact de cette évolution sur la production de connaissances. S'il est vrai, ainsi que l'affirme l'auteur, que ces centres ne peuvent pas remplacer la recherche universitaire, ces espaces et ces acteurs « non conventionnels » sont-ils le signe d'une crise des sciences sociales « officielles » ?

Les commentaires de Bamyeh sur le rôle de la société civile et des sciences sociales montrent que l'auteur reconnaît leur contribution à des fins pratiques, à l'établissement de fonds documentaires, et même à des réflexions épistémiques, mais préfère nettement ce qu'il appelle les « communautés académiques » aux « communautés quasi-académiques ». De son point de vue, les « chercheurs et intellectuels [qui] remplissent [leurs] fonctions » sont ceux qui utilisent des méthodologies analytiques rigoureuses, en parvenant progressivement à des conclusions, et en gagnant une crédibilité scientifique – généralement « en gardant une certaine distance […] plutôt qu'en sombrant dans les vicissitudes des luttes quotidiennes ou reproduisant simplement des positions politiques qui ne nous apportent rien d'autre que ce que nous savons déjà. » De la même manière, dans son étude sur les revues spécialisées et la presse, ses critères pour décider quels sont les éléments qui méritent d'avoir le label « sciences sociales » comprennent « la profondeur » – comprise en tant que « complexité » ou « contenu scientifique ». Prêchant par l'exemple, Bamyeh prend soin de justifier ses choix méthodologiques dans un style plus proche de la recherche scientifique que d'un rapport axé sur les questions politiques.

Ces préférences témoignent de la conception de l'auteur d'une transformation épistémologique révolutionnaire, en particulier à la suite des débats sur les transformations historiques liées au printemps arabe, et de la place des sciences sociales dans le monde arabe. On pourrait objecter que l'auteur navigue à contre-courant en adoptant une approche classique de la « révolution » et surtout en prenant insuffisamment en compte l'impact du printemps arabe sur une nouvelle génération de spécialistes en sciences sociales, la « génération du printemps arabe », dont l'ancrage social a déterminé l'engagement et les aspirations au changement.

L'idéal de Bamyeh d'un spécialiste en sciences sociales distant, isolé et objectif ne constituait pas non plus une position choisie dans le passé. Ce que le printemps arabe, en tant que révolution épistémologique, pourrait apporter, c'est l'abandon d'une vision de la réalité comme lieu de désordre et de distraction qui nécessite de la distance, en faveur d'un enracinement renouvelé avec des liens organiques, qui suscite des espoirs mesurés vis-à-vis de la recherche, plutôt que d'essayer de discipliner la recherche en sciences sociales par le biais de cadres rigoureux, souvent inadéquats.

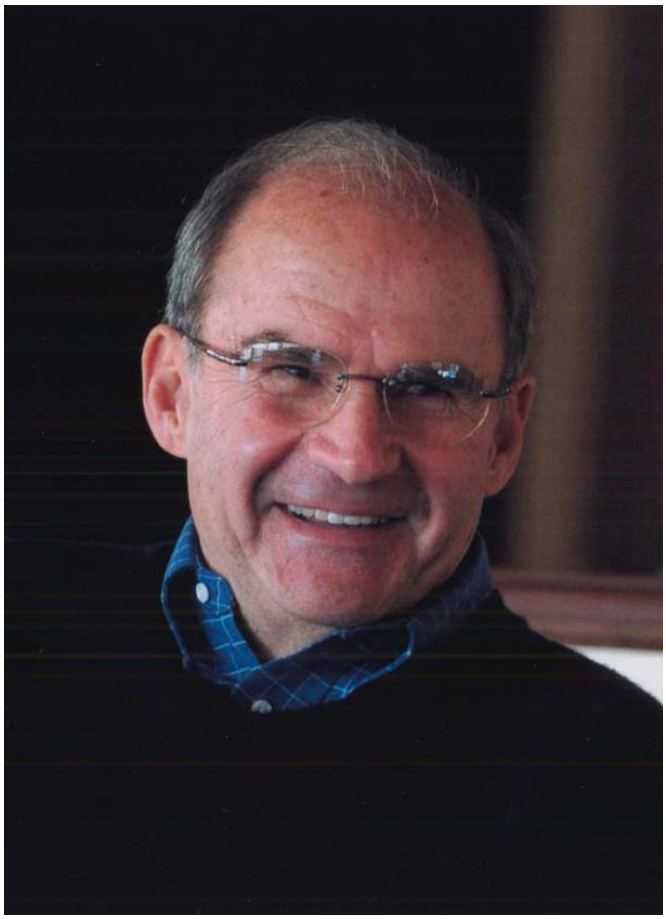
> Conclusion

Le point d'arrivée de Mohammed Bamyeh est différent du mien. Si Bamyeh entreprend d'étudier un large domaine, en examinant à la fois le passé et l'avenir du printemps arabe, il se contente cependant de constater les développements et les défis plutôt que de proposer des recommandations. Dans sa conclusion, il plaide en faveur de transformations plus poussées avant que les sciences sociales arabes puissent « affirmer qu'elles ont bien intégré les sciences sociales et les ont utilisées sous tous leurs divers aspects » – un objectif final qui tourne un peu en rond, montrant qu'il reste encore pour les sciences sociales arabes à déterminer leur sens compte tenu des bouleversements sociaux actuels.

Au lieu de se focaliser sur la « présence » des sciences sociales, peut-être devrions-nous poser des questions plus directes au sujet de leur « permanence », de leur « résilience », de leur « cohérence » ou de leur « subsistance ». Si l'on parle du point de vue de la « génération du printemps arabe » plutôt qu'à partir des thèmes, des cadres institutionnels et des méthodes, c'est la situation critique dans laquelle elles se trouvent qui fait que les sciences sociales sont différentes dans le monde arabe. À un moment où les sciences sociales arabes se cherchent une identité, nous avons la possibilité d'exprimer les aspirations d'un grand nombre au travers de programmes de recherche rigoureux. Peut-être que ce rapport nous mettra sur la voie du dialogue énergique que la situation exige. ■

Toute correspondance est à adresser à Idriss Jebari <idrissjebari@gmail.com>

> George Ritzer sur la McDonaldisation et la prosommation



George Ritzer.

George Ritzer Distinguished Professor de sociologie à l'Université du Maryland (États-Unis) et l'un des principaux interprètes de la mondialisation, a été interviewé dans le cadre d'un projet sur les nouvelles théories sociales influentes par **Labinot Kunushevci**, étudiant en master de sociologie à l'Université de Pristina (Kosovo). Nous publions ici un extrait de cette interview.

LK : Vous êtes célèbre pour avoir élaboré le concept de « McDonaldisation ». S'agit-il pour vous d'une forme d'impérialisme culturel, ou simplement du résultat de la libre concurrence dans une économie de marché ?

GR : Depuis environ 1990, j'ai consacré, que ce soit de manière directe ou indirecte, une grande partie de mon travail au thème de l'impérialisme culturel. Dans *The McDonaldization of Society* (1993 pour la première édition), je présentais la McDonaldisation comme l'un des moteurs de cet impérialisme – dont les principes directeurs (l'efficacité, la prédictibilité, la quantification et le contrôle, ainsi que les aspects irrationnels associés à ces systèmes rationnels) ont été exportés depuis leur base américaine vers de nombreux pays à travers le monde. Ces principes s'appliquent à des établissements McDonald's et à d'autres entreprises américaines globalisées mais surtout ils se développent dans d'innombrables entreprises locales et de nombreuses autres structures (établissements scolaires ou institutions religieuses par exemple).

Dans mon livre *Expressing America: A Critique of the Global Credit Card Society* (1995, non traduit), je traite d'une autre forme d'impérialisme culturel (et économique) : la généralisation dans le monde entier d'une autre invention née aux États-Unis, la carte de crédit. La carte de crédit a contribué à diffuser la culture de l'endettement et de la consommation à l'américaine, qui est un phénomène auquel je me suis plus particulièrement intéressé dans mon livre *Enchanting a Disenchanted World: Revolutionizing the Means of Consumption* (« Réenchanter un monde désenchanté : Révolutionner les moyens de consommation », 1997, non traduit). Le concept des moyens de consommation est une extension du concept des moyens de production développé par Marx. Aux États-Unis, les principaux lieux de consommation sont les fast-foods, les centres commerciaux, les parcs à thème (comme Disney World), les casinos comme on en trouve à Las Vegas, et les croisières à bord de mégapaquebots – qui tous ont été exportés dans le reste du monde et sont également devenus des destinations touristiques très prisées. Leur taille souvent considérable et leur caractère « magique », presque religieux, m'ont conduit à les qualifier de « cathédrales de la consommation ». Au fur et à mesure qu'elles se répandaient à l'échelle mondiale, ces cathédrales de la

>>

consommation ont apporté avec elles le type de société hyperconsommatrice si caractéristique des États-Unis.

Or on touche là à un phénomène qui me paraît encore plus important et auquel j'ai consacré mon livre *The Globalization of Nothing* (« La globalisation du rien », non traduit). J'entends par « rien » des formes sociales qui sont conçues et contrôlées de façon centralisée et qui n'ont pas de contenu particulier. Une fois de plus, McDonald's et ses produits (comme le Big Mac) en sont une illustration parfaite ; mais le « rien » s'est de plus en plus globalisé, en bonne partie par le biais des cathédrales de la consommation. Cette globalisation du rien a permis de progressivement marginaliser une production essentiellement locale de « quelque chose » (conçue et contrôlée localement, et riche en contenu propre). On se retrouve donc dans un monde développé de plus en plus caractérisé par rien !

LK : Vous avez élargi vos idées sur la consommation globale au monde universitaire. Qu'avez-vous à dire sur l'université d'aujourd'hui ?

GR : J'ai souvent qualifié l'université d'aujourd'hui de « McUniversity ». Les universités ont en effet « macdonaldisé » l'enseignement en donnant la priorité à l'efficacité, à la prédictibilité, à la quantification et au contrôle. Des systèmes éducatifs de masse ont ainsi pu être créés, mais l'irrationalité de la rationalité de ces systèmes est précisément qu'ils nuisent à la qualité du système éducatif et donc de l'enseignement. Les effets sont semblables à ceux du fast-food : on peut obtenir un « Big Mac » mais certainement pas un « Delicious Mac ». Ce phénomène rend également les universités plus disposées à défendre le maintien du statu quo qu'à s'y opposer. Les McUniversities détiennent à mon avis de plus en plus le monopole du savoir et de la diffusion du savoir. Mes travaux les plus récents portent sur la « prosommation » (*prosumption*), qui est l'association de la « production » (*production*) et de la « consommation » (*consumption*). Les étudiants ont toujours été des « prosommateurs », donc des consommateurs-producteurs, de savoir : ils le consomment et le produisent d'une manière qui est propre à chacun d'eux. Les étudiants ne sont pas des consommateurs passifs de ce que ces systèmes ont à leur offrir : ils sont aussi des producteurs actifs de ce qui s'y déroule et du savoir diffusé à travers ces systèmes.

LK : Vous êtes un auteur si prolifique que vous avez sans doute actuellement toute une série de nouveaux projets intéressants. Pouvez-vous nous en parler brièvement ?

GR : L'essentiel de mon travail depuis une dizaine d'années porte sur cette notion de « prosommation ». Nous avons toujours été des prosommateurs – et non simplement des producteurs ou des consommateurs (suivant une approche de type binaire qu'il nous faudrait abandonner). Aujourd'hui, Internet est le cadre privilégié où intervient le prosommateur, notamment dans des blogs, sur Facebook, *etc.* Nous sommes également de plus en plus des prosommateurs dans les cathédrales de la consommation où, en tant que « consommateurs », nous effectuons de plus en plus de « travail » qui était auparavant réalisé par des employés rémunérés – je pense au travail que nous effectuons dans les fast-foods, les centres commerciaux, les magasins IKEA, *etc.* J'en suis arrivé à la conclusion que nous vivons dans un monde de « *prosumer capitalism* » (capitalisme de prosommateur), où les capitalistes préfèrent désormais les prosommateurs non rémunérés ou peu rémunérés aux employés rémunérés. Uber illustre bien cette tendance : les chauffeurs de taxi disparaissent face à la montée de prosommateurs qui travaillent pour le compte d'Uber. Lorsque vous commandez des livres sur Amazon, vous ne vous contentez pas de consommer des livres ou d'autres produits, vous réalisez – donc produisez – également vos propres commandes, sans aucune rémunération en contrepartie. Par conséquent, les librairies, et ceux qui y travaillent, tendent à disparaître tandis qu'une nouvelle génération de capitalistes (Mark Zuckerberg, Jeff Bezos) fait son apparition – des capitalistes devenus des multimilliardaires en substituant à des employés payés des prosommateurs non payés. Non seulement ces prosommateurs ne sont pas payés mais ils ne sont pas des employés, et ne bénéficient donc d'aucun des avantages qui vont avec (assurance maladie et autres). Les nouvelles technologies (les robots par exemple) vont permettre aux entreprises de s'appuyer de plus en plus sur les prosommateurs – qui pourront aussi produire-et-consommer sur mesure, comme des « machines de production-consommation ». ■

Toute correspondance est à adresser à George Ritzer <gritzer@umd.edu>
et Labinot Kunushevci <labinotkunushevci@gmail.com>>

> Plus de 40 ans de liens avec l'ISA

Edward A. Tiryakian, Duke University (États-Unis), et membre des comités de recherche de l'ISA sur l'Histoire de la Sociologie (RC08), la Théorie sociologique (RC16) et la Sociologie de la Religion (RC22)

L'affiche du Congrès de 1974 de l'ISA à Toronto (Canada) – le premier congrès de l'Association auquel a participé Edward Tiryakian.

C'est un plaisir de répondre à l'invitation de *Dialogue Global* à partager les souvenirs de ma longue relation avec l'Association internationale de Sociologie (ISA). Ces souvenirs sont sans doute incomplets ou ternis par l'usure du temps ; c'est pourquoi je recommande vivement la lecture de l'excellent compte rendu A Brief History of the ISA, 1948-1997 réalisé par Jennifer Platt.

La sphère internationale m'a toujours attiré et constitue une des composantes essentielles de mon profond intérêt pour la théorie sociale. En tant que membre de l'Association américaine de Sociologie (ASA), j'ai fait partie du comité sur la Coopération internationale de l'ASA, dont je suis devenu le président lorsque Reuben Hill, mon prédécesseur à cette fonction, a été nommé président de l'ISA (1970-74). Reuben, qui souhaitait ardemment que la sociologie nord-américaine s'aventurât hors des États-Unis, m'encouragea à rejoindre l'ISA. En 1974, j'ai participé au VIIIe Congrès mondial de l'ISA à Toronto, où Reuben avait invité des sociologues russes. Peu après, des délégués furent invités au congrès de l'ASA organisé à Montréal.

Dans les deux cas, notre Comité de Coopération internationale a servi de lien avec nos visiteurs étrangers. Je me souviens en particulier d'une conférence avec des sociologues russes ; les tensions liées à la guerre froide eurent tôt fait de disparaître, l'ambiance joviale frisant même l'effervescence collective. À la fois pour Reuben Hill et pour le président de l'ASA Peter Blau, ces sessions communes se révélèrent être un véritable succès diplomatique au plan sociologique.

À la suite de cela, je suis devenu membre à vie de l'ISA – l'une des meilleures décisions que j'ai jamais prises. Du IXe Congrès à Uppsala, j'ai gardé le souvenir de conférences très longues mais aussi d'un pays, la Suède, à la fois très cher et très moderne ; et peut-être parce qu'Uppsala (à la différence de Toronto ou Stockholm) est une ville universitaire plutôt qu'une métropole, les distractions étaient rares, ce qui offrait d'autant plus d'occasions d'échanger avec des chercheurs de différents pays – l'un des grands avantages de ces rencontres internationales.

Après Uppsala, le Xe Congrès de l'ISA à Mexico (1982) a comporté de nombreuses sessions en espagnol (la troisième langue officielle de l'ISA), ce qu'Alain Touraine ne manqua pas de rappeler avec véhémence, sous les applaudissements des étudiants latino-américains. Touraine a été un grand défenseur d'une sociologie à l'échelle mondiale, que ce soit à l'occasion de congrès internationaux ou des séminaires sur le développement qu'il a tenus en France.

>>

Cependant, pendant la durée de ce Congrès de 1982, nous avons été confrontés à un situation d'anomie financière : le ministre des finances mexicain déclara que le pays ne pourrait pas honorer sa dette, provoquant une grave crise financière. Les participants au Congrès de l'ISA se sont alors précipités pour tenter d'obtenir des dollars auprès des banques mexicaines mais la communication financière ne fonctionnait plus, créant beaucoup de confusion au niveau des taux de change. Non seulement les taux variaient d'un jour à l'autre mais souvent des succursales d'une même banque ignoraient les taux fixés par la banque centrale mexicaine. Certains membres de l'ISA qui ont pu faire usage de leur carte de crédit, profitant de la plongée du peso et de la hausse du dollar, ont découvert qu'ils pouvaient échanger leur chambre d'hôtel standard pour une chambre de luxe. Mais beaucoup d'autres n'ont pas eu d'autre choix que de quitter le pays à bord du premier vol disponible.

C'est le seul congrès de l'ISA dont je me souvienne qui se soit tenu dans un contexte aussi mouvementé. Le XII[e] Congrès à Madrid se déroula sans problème, si ce n'est la chaleur exceptionnelle et l'absence de climatisation. Au XIII[e] Congrès (1994) à Bielefeld, Richard Grathoff invita plusieurs sociologues originaires de Pologne et d'autres pays d'Europe de l'Est qui avaient maintenu vivante la sociologie sous la férule du régime soviétique qui finalement s'était effondré en 1991.

J'avais beaucoup d'intérêts en commun avec Grathoff, qui plaçait la sociologie qualitative et interprétative au centre de la réflexion théorique sociologique, et j'ai donc été ravi lorsqu'il m'a demandé de continuer à faire parti du comité éditorial d'*International Sociology* quand il en est devenu le rédacteur en chef (1991-96). J'avais rejoint le comité lorsque Martin Albrow en était devenu le premier rédacteur en chef (1984-1990), et j'ai énormément apprécié de collaborer à la fois comme auteur et comme arbitre scientifique à une revue qui donne la priorité à la sociologie comparative internationale.

Même s'il est pratiquement impossible d'assister à *toutes* les rencontres internationales de l'ISA (à la fois en raison du coût des voyages depuis que je suis à la retraite et de mes engagements auprès de l'ASA, dont les conférences coïncident souvent avec celles de l'ISA), j'ai eu le plaisir de participer à bon nombre des derniers congrès : Montréal (1998), Brisbane (2002), Göteborg (2010), Yokohama (2014), et plus récemment le III[e] Forum de l'ISA à Vienne (2016). Ces rencontres restent une occasion formidable de retrouver de vieux amis du monde entier (malheureusement de moins en moins nombreux), d'en rencontrer de nouveaux et de découvrir de nouvelles idées sociologiques au sein de cultures différentes ; cela me paraît toujours aussi stimulant que lorsque je suis devenu membre de l'ISA pour la première fois, et ne manquera pas de m'inciter à assister au prochain Congrès de 2018 à Toronto. ■

Toute correspondance est à adresser à Edward Tiryakian
<durkhm@soc.duke.edu>

> La seconde équipe de *Dialogue Global* au Japon

C'est un grand plaisir pour nous de présenter la seconde équipe éditoriale japonaise aux lecteurs de *Dialogue Global*. Depuis sa constitution en décembre 2014, 45 étudiants de l'Université nationale de la Pêche ont participé au travail de traduction. L'université a été fondée en 1941 comme établissement d'enseignement supérieur agréé par le Ministère japonais de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche. Les membres permanents de notre équipe sont les suivants.

Satomi Yamamoto est maître de conférences au Département de Distribution et Gestion de la Pêche, où elle enseigne l'anglais et la sociologie. Elle est titulaire d'un master d'anglais de la Japan Women's University, un master en sciences sociales de l'Université de Chicago et un doctorat en sociologie de l'Université d'Illinois à Urbana-Champaign. Ses recherches actuelles portent sur l'analyse sociologique des espèces de poissons invasives aux États-Unis.

Fuma Sekiguchi, originaire de la préfecture de Yamaguchi, a grandi dans la préfecture de Chiba et fait des études de licence au Département des Sciences et des Technologies de l'Alimentation de l'Université nationale de la Pêche. Il poursuit actuellement ses études à l'Université d'État de Californie à Chico et au Butte College aux États-Unis. Sa devise : Ce sont les échecs qui nous apprennent à réussir. Il aime la natation, le baseball et l'anglais.

Yutaro Shimokawa est étudiant de deuxième année au Département des Sciences et des Technologies de l'Alimentation. Il apprend actuellement le bon usage, la technologie de transformation et les composants alimentaires des produits marins. En participant au projet de traduction de *Dialogue Global*, il a pour objectif d'améliorer ses compétences de lecture en anglais afin de pouvoir lire dans l'original des articles spécialisés sur les sciences de l'alimentation.

Masaki Yokota est étudiant en licence au Département de Distribution et Gestion de la Pêche. Il a étudié l'anglais au Royaume-Uni entre 2014 et 2015 et obtenu 6,5 au test IELTS (International English Language Testing System). Joueur de badminton et amateur de football, son équipe favorite de football est le Chelsea Football Club de Londres. Il rêve de faire le tour du monde.

Takashi Kitahara est étudiant en licence au Département de Distribution et Gestion de la Pêche. Il intégrera en avril 2017 l'École supérieure de Gestion des Ressources et des Sciences de l'Alimentation de l'Université nationale de la Pêche. Son mémoire porte sur le développement au Japon des entreprises d'aquaculture sans apport d'aliments. Traduire pour *Dialogue Global* lui permet de découvrir des thèmes autres que la pêche.

Yuki Nakano est étudiante de deuxième année au Département d'Aquabiologie appliquée. Elle a choisi l'Université nationale de la Pêche car elle s'intéresse depuis l'enfance aux animaux et plus particulièrement aux poissons. Elle ne sait pas encore quelle sera son orientation professionnelle mais elle espère trouver un emploi qui soit lié à son domaine de spécialité. Malgré la difficulté de traduire de l'anglais dans un japonais fluide qui lui semble parfois insurmontable, elle apprécie beaucoup de faire partie de l'équipe car ce projet lui permet d'améliorer à la fois ses compétences en anglais et sa maîtrise du japonais.